



Direction départementale
des territoires

Service Eau, Environnement et Forêt
Dossier suivi par : Gilles BLANC
Tél : 04.88.17.85.71
Courriel : gilles.blanc@vaucluse.gouv.fr

ARRETE-CADRE du 14 DEC. 2015
fixant, en période de sécheresse,
le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau
dans le département du Vaucluse

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 120-1, L. 211-3, L. 214-7, R. 211-66 à R. 211-69 et R. 216-9 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2215-1 ;

VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

VU le SDAGE bassin Rhône-Méditerranée, approuvé par arrêté du préfet de bassin du 20 novembre 2009 ;

VU le SAGE du Calavon approuvé par Madame le préfet des Alpes de Haute-Provence le 9 avril 2015 et par Monsieur le préfet de Vaucluse le 23 avril 2015 ;

VU le décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992, pris en application de l'article L. 211-3 du code de l'environnement, relatif à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

VU l'arrêté-cadre n° SI 2008-07-03-0080-DDAF de définition des seuils de crise et de mesure de limitation en cas de sécheresse pour le département de Vaucluse en date du 3 juillet 2008 ;

VU la validation par les membres du comité sécheresse du projet d'arrêté préfectoral et du plan-cadre sécheresse présenté le 5 octobre 2015,

VU la consultation du public du 16 octobre 2015 au 16 novembre 2015 sur le projet d'arrêté préfectoral et du plan-cadre sécheresse établis conformément à l'article L. 210-1 du code de l'environnement ;

VU l'avis favorable du CODERST en séance du 19 novembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2015 donnant délégation de signature à monsieur Thierry DEMARET, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;

CONSIDERANT que les mesures de vigilance, de restriction ou d'interdiction provisoire de certains usages de l'eau peuvent être rendues nécessaires pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable, des écosystèmes aquatiques et pour la protection de la ressource en eau ;

CONSIDERANT la nécessité d'anticiper les situations de pénurie, de renforcer les actions de communication auprès des usagers et de réduire les délais entre l'appréciation de l'évolution de la situation et la prise des mesures réglementant les usages de l'eau et leur application ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1 :

Le plan-cadre sécheresse, joint au présent arrêté, est approuvé. Ce plan annule et remplace le plan précédemment approuvé par arrêté préfectoral du 3 juillet 2008. Il définit les seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée et de crise en cas de sécheresse et les mesures correspondantes de gestion des usages de la ressource en eau dans le département de Vaucluse.

ARTICLE 2 :

Les décisions éventuelles à venir de restriction provisoire des usages ou d'accès à la ressource en eau feront l'objet d'arrêtés complémentaires qui rendront, de façon progressive, obligatoires les mesures définies dans ce plan.

ARTICLE 3 :

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse.

ARTICLE 4 :

- le secrétaire général de la préfecture ;
- la sous-préfète de l'arrondissement d'Apt ;
- le sous-préfet de l'arrondissement de Carpentras ;
- la déléguée territoriale de l'agence régionale de santé ;
- le lieutenant colonel, commandant le groupement de gendarmerie ;
- le directeur départemental de la sécurité publique ;
- la directrice départementale de la protection des populations ;
- le directeur départemental des territoires, chef de la MISEN 84 ;
- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA ;
- les maires du département de Vaucluse.

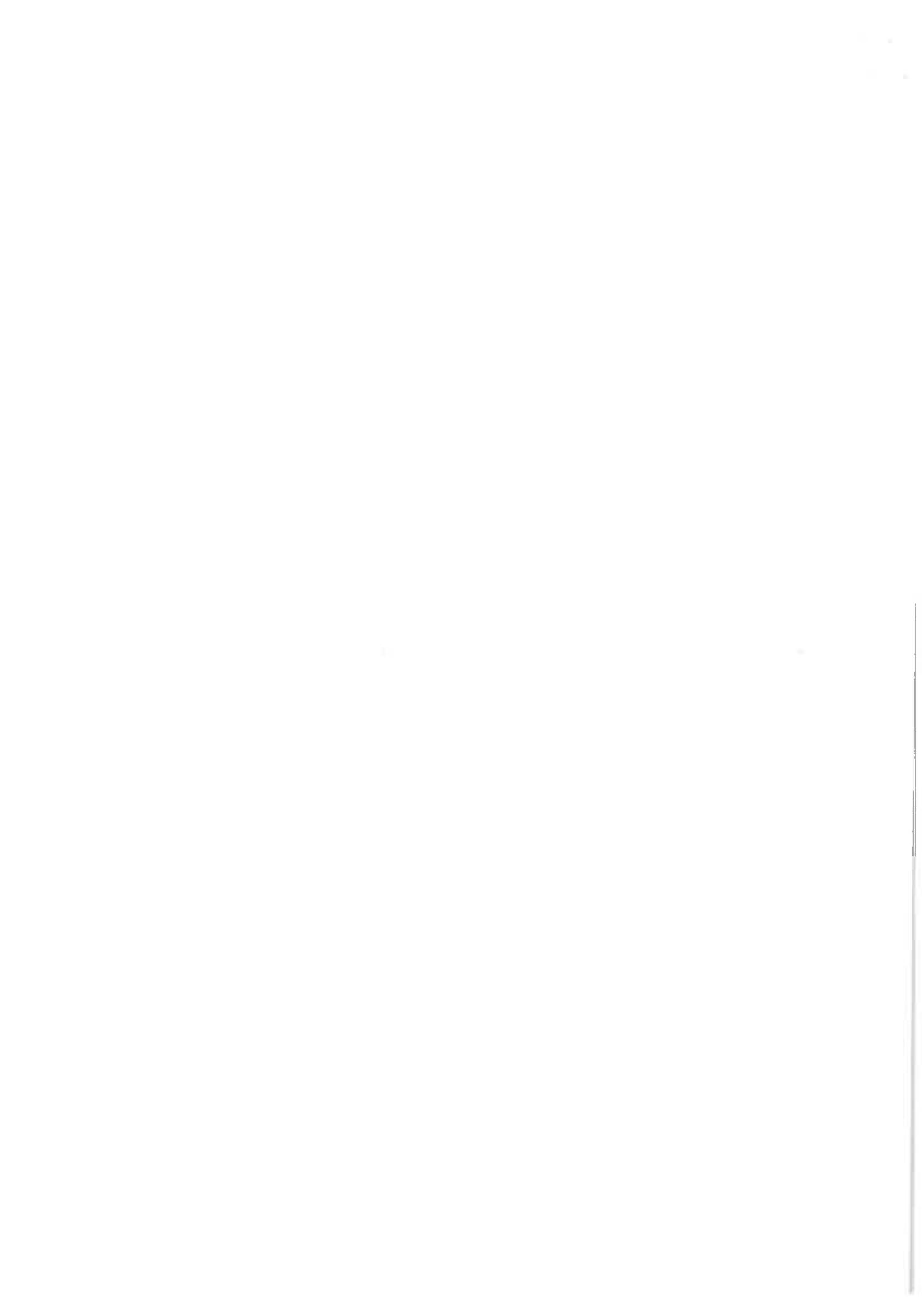
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Avignon, le 14 DEC. 2015

**COPIE CERTIFIÉE CONFORME
A L'ORIGINAL**

Le Préfet,


Bernard GONZALEZ





PREFET DE VAUCLUSE

PLAN-CADRE SECHERESSE

DU DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**approuvé par arrêté préfectoral
du 14 décembre 2015**

SOMMAIRE

| | |
|--|------------------|
| <u>1. OBJET DU PLAN CADRE SECHERESSE.....</u> | <u>3</u> |
| <u>2. CHAMP D'APPLICATION DES MESURES DE LIMITATIONS.....</u> | <u>3</u> |
| <u>3. DEFINITION DES SECTEURS HYDROGRAPHIQUES DE GESTION.....</u> | <u>4</u> |
| <u>4. DEFINITION DES SITUATIONS HYDROLOGIQUES.....</u> | <u>4</u> |
| <u>5. PRINCIPE DE FRANCHISSEMENT DES SEUILS DE REFERENCE.....</u> | <u>7</u> |
| <u>6. LES MESURES DE LIMITATION ET DE SUSPENSION DES USAGES DE L'EAU ET DES PRELEVEMENTS.....</u> | <u>9</u> |
| <u>7. CONDITIONS D'APPLICATION OPERATIONNELLE.....</u> | <u>14</u> |
| <u>8. COMPOSITION DU COMITE SECHERESSE.....</u> | <u>14</u> |
| <u>9. LE RÔLE DES MAIRES.....</u> | <u>15</u> |
| <u>10. CONTROLES.....</u> | <u>15</u> |

1. OBJET DU PLAN-CADRE SECHERESSE

L'objet du présent document est la révision du précédent arrêté-cadre sécheresse approuvé en date du 3 juillet 2008.

Il a pour but de redéfinir, au vu des nouvelles orientations et mises à jour des connaissances acquises, un dispositif permettant de caractériser une situation de sécheresse et de gérer par la prise de mesures exceptionnelles, la limitation ou la suspension temporaire des usages de l'eau.

L'objectif général est de permettre aux décideurs d'anticiper à l'amont la pénurie en eau, par un dispositif connu de tous et de gérer cette situation afin de préserver les usages prioritaires, dont en premier lieu, l'alimentation en eau potable et le maintien d'un débit minimal dans les cours d'eau pour y préserver la vie biologique.

Les principales orientations portent sur :

- la délimitation des secteurs hydrographiques de gestion dans lesquels pourront s'appliquer les mesures de vigilance, de restriction ou d'interdiction provisoires des usages, notamment des prélèvements dans les eaux superficielles ou souterraines ;
- l'identification, pour chaque zone, des stations de référence de mesure de débit ou de niveau piézométrique ;
- la fixation de valeurs-seuils aux stations de référence en vue de l'activation des niveaux de vigilance, de restriction ou d'interdiction provisoire qui s'appliqueront sur l'ensemble du bassin versant correspondant ;
- la définition des règles de gestion des usages de l'eau permettant d'anticiper la gestion des étiages prononcés et de faire face à la menace et aux conséquences d'un épisode de sécheresse.

Ces mesures doivent s'accompagner d'une lutte contre le gaspillage, qui doit devenir un réflexe de chacun et de tous les jours : des prélèvements limités permettent de retarder la pénurie. Cette lutte ne peut se mener que par une culture de la mesure appliquée à tous les usages.

2. CHAMP D'APPLICATION DES MESURES DE LIMITATIONS

Les mesures s'appliquent par secteurs hydrographiques de gestion, à tous les usagers (collectivités territoriales, exploitants agricoles, industriels, particuliers...), en fonction des usages et quelle que soit l'origine de l'eau hors associations collectives d'irrigation situées en secteur 2-Durance : prélèvements en cours d'eau, sources, forages en nappe profonde ou en nappe d'accompagnement des cours d'eau, remplissage des retenues collinaires, réseaux publics d'eau brute ou d'eau potable, et quelle que soit l'ancienneté des ouvrages et des prélèvements.

Les mesures de limitation et de suspension des usages de l'eau décidées par arrêté préfectoral ne concernent pas l'utilisation d'eaux usées traitées et recyclées en sortie de stations d'épuration, et qui ont fait l'objet d'une autorisation préfectorale.

3. DEFINITION DES SECTEURS HYDROGRAPHIQUES DE GESTION

Afin de prendre en compte les différents enjeux de gestion locale de l'eau, le département de Vaucluse est découpé en plusieurs secteurs cohérents :

Secteur 1 : Rhône,

Secteur 2 : Durance

Secteur 3 : Durance nappe d'accompagnement,

Secteur 4 : Bassin versant des Sorgues,

Secteur 5 : Bassin versant de la Meyne,

Secteur 6 : Bassin versant du Lez,

Secteur 6.1 : Grillon, Richerenches, Valréas, Visan,

Secteur 6.2 : Bollène, Mondragon, Mornas,

Secteur 7 : Sud Luberon,

Secteur 8 : Bassin versant du Calavon,

Secteur 8.1 : Calavon amont

Secteur 8.2 : Calavon médian

Secteur 9 : Bassin versant de l'Aygues,

Secteur 10 : Bassin versant de l'Ouvèze,

Secteur 11 : Bassin versant du Sud-ouest du Mont Ventoux,

Secteur 12 : Bassin versant de la Nesque.

Les secteurs 6.1, 8, 9, 10 et 11 sont identifiés en déficit quantitatif ou en équilibre fragile au titre du SDAGE Rhône-Méditerranée et suite aux résultats des études de volumes prélevables.

La carte de délimitation de ces secteurs hydrographiques de gestion est annexée au présent arrêté (annexe 1). Chaque commune est réputée appartenir à un ou plusieurs secteurs conformément à la liste d'appartenance jointe en annexe 2.

Il est de la responsabilité de chaque usager, quel que soit l'usage de l'eau prélevée, de connaître dans quel secteur se trouve son prélèvement. A défaut, il conviendra d'appliquer les restrictions les plus contraignantes activées par le préfet dans la commune.

4. DEFINITION DES SITUATIONS HYDROLOGIQUES

Il est défini quatre situations gérées selon les termes de l'arrêté préfectoral par référence à une situation dite « normale ». Les situations sont examinées secteur par secteur et entraînent des mesures de limitation des usages également par secteur.

La situation normale correspond à un niveau d'alimentation des cours d'eau et des nappes où tous les prélèvements du moment sont satisfaits :

- sans préjudice pour le milieu sur les plans quantitatif et qualitatif,
- sans conflit d'usages,
- et selon les conditions réglementaires applicables à chaque usage.

Chacune des quatre situations mentionnées ci-dessous motive la mise en œuvre de mesures adaptées à la situation de la ressource en eau à l'échelle du secteur hydrographique de gestion considéré.

Le passage d'une situation donnée à une situation de gestion plus stricte est gradué et progressif. D'autre part, la situation dans le département du Vaucluse des bassins interdépartementaux ne peut pas être différente de plus d'un niveau par rapport à sa situation dans le département limitrophe.

L'identification d'une situation donnée sur une zone de gestion n'est pas exclusive de situations locales plus pénalisantes qui pourraient motiver la prise de mesures spécifiques par l'autorité communale ou préfectorale. De même, les sécheresses hivernales sont susceptibles de motiver des dispositions adaptées.

La mise en situation de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise des secteurs hydrographiques de gestion est constatée par arrêté préfectoral.

Cas particulier du secteur 2 : « Durance » : du fait d'un régime hydraulique fortement influencé par les aménagements anthropiques et les modalités de gestion des prélèvements, il a été retenu de baser les niveaux d'alerte sur les seuils du protocole de gestion de crise élaboré par la CED jointe en annexe 8.

Par souci de cohérence, le passage en situation d'alerte du secteur 2 : « Durance » entraînera le classement conjoint du secteur 3 : « Durance nappe d'accompagnement » au même niveau de restriction.

A contrario, la mise en situation d'alerte du secteur 3 : « Durance nappe d'accompagnement » n'aura pas d'incidence sur le secteur 2 : « Durance ».

SITUATION DE VIGILANCE (NIVEAU 0) :

Cette situation correspond à un niveau d'alimentation des cours d'eau où tous les prélèvements restent satisfaits, sans préjudice pour le milieu sur les plans quantitatif et qualitatif, sans concurrence d'usages et selon les conditions réglementaires applicables à chaque usage.

La mise en situation de vigilance est motivée par l'analyse des bilans climatologiques, hydrologiques et hydrogéologiques, en particulier au sortir de la période automne-hiver laissant augurer d'un déficit susceptible d'influencer les usages possibles au cours de la période printemps-été.

Dès que la situation hydrologique laisse apparaître des risques de sécheresse dans un secteur du département, le comité considère le seuil de vigilance atteint. Dans un souci de solidarité et de lisibilité de la communication, **le seuil de vigilance intervient simultanément sur l'ensemble des secteurs du département dès que les critères d'analyse sont franchis pour un seul d'entre eux.**

Une communication est lancée auprès du grand public et des principaux utilisateurs de l'eau à l'échelon départemental afin de rappeler la nécessité d'une gestion économe de la ressource en eau et de sa protection vis-à-vis des pollutions.

Chaque usager doit, dès lors, porter une attention toute particulière à ses besoins en eau et limiter au strict nécessaire sa consommation.

SITUATION D'ALERTE (NIVEAU 1) :

Cette situation correspond au niveau d'alimentation des cours d'eau et des nappes en dessous duquel la coexistence de tous les usages et le bon fonctionnement du milieu aquatique ne sont plus assurés dans les meilleures conditions.

Il est alors nécessaire d'instaurer des mesures spécifiques de limitation/restriction des usages de l'eau pour limiter la pression des usages sur les milieux aquatiques fragilisés et pour anticiper des éventuels risques de conflits dus aux concurrences d'usages.

La situation d'alerte est déclenchée spécifiquement pour chaque zone lorsque les conditions correspondantes explicitées à l'article 5 du présent arrêté sont remplies.

SITUATION D'ALERTE RENFORCEE (NIVEAU 2) :

La situation d'alerte renforcée résulte d'une aggravation de la situation d'alerte qui impose l'arrêt de certains prélèvements non prioritaires.

Il est alors nécessaire de renforcer les mesures générales de limitation/restriction ou d'imposer des interdictions temporaires d'usages.

La situation d'alerte renforcée est déclenchée spécifiquement pour chaque zone lorsque les conditions correspondantes explicitées à l'article 5 du présent arrêté sont remplies.

SITUATION DE CRISE (NIVEAU 3) :

La situation de crise résulte d'une aggravation de la situation d'alerte renforcée qui impose l'arrêt de tous les prélèvements non prioritaires.

Le passage en crise est motivé par la nécessité de réserver les capacités de la ressource pour l'alimentation en eau potable des populations et de préserver les fonctions biologiques des cours d'eau.

La situation de crise est déclenchée spécifiquement pour chaque zone lorsque les conditions correspondantes explicitées à l'article 5 du présent arrêté sont remplies.

NB : la mise en péril, à l'échelle d'un bassin de gestion, de la capacité à assurer l'alimentation en eau potable des populations, relève d'une situation de pénurie grave et d'une gestion de crise qui n'est pas du ressort du présent arrêté-cadre.

5. PRINCIPE DE FRANCHISSEMENT DES SEUILS DE REFERENCE

Afin de définir le niveau de la situation de l'état de la ressource, le comité sécheresse s'appuiera sur les valeurs observées pour l'ensemble des critères d'appréciation présentés dans le tableau page suivante. C'est au regard de la situation de ces valeurs observées par rapport aux valeurs-guides que pourra être décidée la prise de mesures adaptées. Ces valeurs de référence ne sont pas des seuils automatiques de déclenchement, mais des éléments d'analyse de la situation.

Le comité sécheresse dispose d'un **réseau d'observations et de données** apte à lui permettre d'apprécier l'évolution de l'état de la ressource.

- Stations météorologiques : pluies, températures et ETP
- Stations hydrologiques : eaux superficielles – débit des cours d'eau (carte jointe annexe 3)
- Stations piézométriques : eaux souterraines – niveau des nappes (carte jointe annexe 5)
- Stations ONDE : eaux superficielles – assecs des cours d'eau (carte jointe annexe 7)

Les informations recueillies auprès des gestionnaires des réseaux d'eau potable et des gestionnaires de bassin ainsi que des usagers et structures agricoles sont d'autres éléments de connaissance.

| | <u>Analyse générale</u> | <u>Eaux superficielles</u> | <u>Eaux souterraines</u> |
|-------------------------------------|--|--|--|
| <u>Situation de Vigilance</u> | <p>Constat d'une situation hydrologique et hydrogéologique déficitaire de la période de recharge normale (depuis le 1^{er} octobre de l'année précédente) ou laissant augurer un déficit susceptible d'influencer des usages à venir.</p> <p>Constat d'une situation pluviométrique printanière cumulée depuis le 1^{er} mars inférieure à la médiane.</p> | <p>Baisse significative des débits des cours d'eau avec selon les données de débit disponibles et stations de mesures fonctionnelles à l'étiage.</p> <p>Les valeurs-seuils sont présentées dans le tableau en annexe 4 par zone d'alerte hydrographique de gestion.</p> | <p>Le niveau de la nappe, relevé sur l'ouvrage de suivi, est inférieur à la valeur médiane mensuelle.</p> <p>Les valeurs-seuils sont présentées dans le tableau en annexe 6 par zone d'alerte hydrographique de gestion.</p> |
| <u>Situation d'Alerte</u> | <p>Pluviométrie cumulée depuis le 1^{er} octobre de l'année précédente, 70% de la valeur normale en mars, 75 % en avril, 80 % de mai à septembre.</p> <p>Constat d'une situation pluviométrique printanière cumulée depuis le 1^{er} mars inférieure à la quinquennale sèche.</p> | <p>Baisse significative des débits des cours d'eau avec dépassement des valeurs-seuils d'alerte présentées dans le tableau en annexe 4 par zone d'alerte hydrographique de gestion.</p> <p>Décroissance rapide du débit des cours d'eau (ONDE et autres mesures).</p> | <p>Le niveau de la nappe, relevé sur l'ouvrage de suivi, est inférieur à la valeur mensuelle sèche de récurrence 5 ans (quinquennale sèche = « altitude » de la nappe de fréquence de retour un an sur niveau bas).</p> <p>Les valeurs-seuils sont présentées dans le tableau en annexe 6 par zone d'alerte hydrographique de gestion.</p> |
| <u>Situation d'Alerte renforcée</u> | <p>Pluviométrie cumulée depuis le 1^{er} octobre de l'année précédente, de 65 % de la valeur normale en mars, 70 % en avril, 75 % de mai à septembre.</p> <p>Constat d'une situation pluviométrique printanière cumulée depuis le 1^{er} mars inférieure à la décennale sèche.</p> <p>Tension sur les réseaux d'eau potable.</p> | <p>Baisse significative des débits des cours d'eau avec dépassement des valeurs-seuils d'alerte renforcée présentées dans le tableau en annexe 4 par zone d'alerte hydrographique de gestion.</p> <p>Dégradation marquée du débit des cours d'eau (ONDE et autres mesures).</p> | <p>Le niveau de la nappe, relevé sur l'ouvrage de suivi, est inférieur à la valeur mensuelle sèche de récurrence 10 ans (décennale sèche = « niveau bas » de la nappe de fréquence de retour un an sur 10).</p> <p>Les valeurs-seuils sont présentées dans le tableau en annexe 6 par zone d'alerte hydrographique de gestion.</p> |
| <u>Situation de Crise</u> | <p>Aggravation marquée du déficit pluviométrique.</p> <p>Pénurie d'eau potable.</p> | <p>Poursuite de la dégradation des débits des cours d'eau avec dépassement des valeurs-seuils de crise présentées dans le tableau en annexe 4 par zone d'alerte hydrographique de gestion.</p> <p>Aspects exceptionnels ou prolongés des cours d'eau (ONDE et autres mesures).</p> | <p>Le niveau de la nappe, relevé sur l'ouvrage de suivi, est inférieur à la valeur mensuelle sèche de récurrence 20 ans (vicennale sèche = « altitude » de la nappe de fréquence de retour un an sur 20) ou à défaut de la valeur la plus basse enregistrée depuis le début des suivis piézométriques sur l'ouvrage.</p> <p>Les valeurs-seuils sont présentées dans le tableau en annexe 6 par zone d'alerte hydrographique de gestion</p> |

6. LES MESURES DE LIMITATION ET DE SUSPENSION DES USAGES DE L'EAU ET DES PRELEVEMENTS

Lorsque le Comité Sécheresse constate le franchissement du seuil de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sur un ou plusieurs secteurs du département, il propose au préfet de prescrire les mesures d'information, de restrictions ou d'interdictions temporaires prévues au Plan-Cadre Sécheresse du département de Vaucluse. Un arrêté préfectoral spécifique est alors établi qui définit les secteurs concernés ainsi que les mesures de restriction adoptées.

Les mesures d'économie décrites dans les tableaux ci-après sont mises en œuvre dès publication dans la presse de l'arrêté préfectoral constatant la situation d'alerte, de crise ou de crise renforcée.

6.1 : SITUATION DE VIGILANCE

| | |
|---------------------------|--|
| Seuil de vigilance | <ul style="list-style-type: none">- Information des organisations socio-professionnelles, des collectivités et du grand public. Chaque catégorie d'utilisateurs doit porter une attention particulière à ses besoins en eau et limiter au strict nécessaire sa consommation. Il s'agit notamment de :- Restreindre les usages secondaires (nettoyage des voitures, lavages extérieurs...),- Réduire le lavage des voies et trottoirs au strict nécessaire de salubrité,- Réduire les consommations d'eau domestique,- Procéder à des arrosages modérés des espaces verts,- Adapter les conditions d'arrosage des plantations aux conditions climatiques de la région,- Anticiper sur les éventuelles restrictions futures. |
|---------------------------|--|

6.2 : MESURES DE RESTRICTIONS APPLIQUEES AUX PRELEVEMENTS DANS LE SECTEUR CONCERNE HORS ASSOCIATIONS D'IRRIGATION COLLECTIVES ET HORS SECTEUR DEFICITAIRE : RHONE (SECTEUR 1), DURANCE NAPPE D'ACCOMPAGNEMENT (SECTEUR 3), SORGUES (SECTEUR 4), MEYNE (SECTEUR 5), LEZ AVAL (SECTEUR 6-2), SUD-LUBERON (SECTEUR 7) ET NESQUE (SECTEUR 12).

| | |
|-----------------------|--|
| Seuil d'alerte | <ul style="list-style-type: none">- Interdiction de prélever et d'irriguer de 9 heures à 19 heures, à l'exception de la micro aspersion, goutte à goutte, des cultures en godets et semis.- Interdiction d'arroser les pelouses, espaces verts et sportifs de toute nature de 9 h à 19 heures.- Les fleurs, jardins potagers et plantes en pots ne sont pas concernés ainsi que les travaux de génie végétal et de plantations de moins de trois ans réalisés par les syndicats de rivière.- Interdiction d'arroser les terrains de golf, à l'exception des greens et départs, de 9 heures à 19 heures.- Interdiction de remplir les piscines existantes, à la date de signature de l'arrêté de franchissement du seuil d'alerte, de 9 heures à 19 heures.- Interdiction de laver les véhicules hors des stations de lavage, à l'exception des obligations réglementaires (véhicules sanitaires ou alimentaires), techniques (bétonnières, ...) et liées à la sécurité.- Réduction des consommations d'eau de 10 % pour les activités industrielles et commerciales.- Respect des arrêtés préfectoraux complémentaires de restriction d'eau notifiés aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). |
|-----------------------|--|

| | |
|---------------------------------|--|
| Seuil d'alerte renforcée | <ul style="list-style-type: none"> – Interdiction de prélever et d'irriguer de 8 heures à 20 heures, à l'exception de la micro aspersion, goutte à goutte, des cultures en godets et semis. – Interdiction d'arroser les pelouses, espaces verts et sportifs de toute nature. – Interdiction d'arroser les fleurs, jardins potagers, travaux de génie végétal et de plantations de moins de trois ans réalisés par les syndicats de rivière de 8 h à 20 heures. – Interdiction d'arroser les terrains de golf, à l'exception des greens et départs qui ne peuvent l'être que de 20 h à 8 heures. – Interdiction de remplir les piscines existantes à la date de signature de l'arrêté de franchissement du seuil de crise. La mise à niveau nocturne est autorisée. – Interdiction de laver les véhicules hors des stations de lavage, à l'exception des obligations réglementaires (véhicules sanitaires ou alimentaires), techniques (bétonnières, ...) et liées à la sécurité. – Interdiction de laver les voiries, sauf impératif sanitaire localisé. – Arrêt des fontaines sauf circuit fermé. – Réduction des consommations d'eau de 30 % pour les activités industrielles et commerciales. – Respect des arrêtés préfectoraux complémentaires de restriction d'eau notifiés aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). – Interdiction de remplir ou de maintenir le niveau des plans d'eau de loisirs. |
| Seuil de crise | <p>La priorité est donnée à l'eau potable et aux usages économiques.</p> <p>Renforcement des restrictions du seuil de crise et toutes autres mesures proposées par le comité sécheresse pouvant aller jusqu'à des interdictions totales.</p> |

6.3 : MESURES DE RESTRICTIONS APPLIQUEES AUX ASSOCIATIONS D'IRRIGATION COLLECTIVES NE DERIVANT PAS LES EAUX PROVENANT DU SECTEUR 2 – DURANCE

| | |
|---|--|
| Seuil d'alerte et d'alerte renforcée | <p>Les organisations collectives d'irrigation doivent déposer, pour agrément, dans un délai d'un mois à compter de la signature de l'arrêté-cadre, au service de police de l'eau de la DDT, un règlement d'arrosage prévoyant des mesures de gestion permettant de faire ressortir une économie mensuelle globale des débits, calculée sur la base des droits d'eau de la même période, de 20 et 40 %.</p> <p>Au franchissement du seuil d'alerte, elles mettent en application l'économie de 20 % ; au franchissement du seuil d'alerte renforcée, l'économie est de 40 %.</p> <p>Les organisations collectives d'irrigation qui n'ont pas déposé de règlement d'arrosage dans ce délai d'un mois doivent respecter et faire respecter à leurs membres le principe général des restrictions en seuils d'alerte et de crise.</p> |
| Seuil de crise | <p>La priorité est donnée aux usages économiques.</p> <p>Renforcement des restrictions du seuil de crise et toutes autres mesures décidées par le comité sécheresse pouvant aller jusqu'à des interdictions totales.</p> |

6.4 : MESURES DE RESTRICTIONS APPLIQUEES AUX ASSOCIATIONS D'IRRIGATION DERIVANT LES EAUX PROVENANT DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES DURANCE – SECTEUR 2

Mise en application du protocole de gestion de crise de la commission exécutive de la Durance.

6.5 : MESURES DE RESTRICTIONS PROPRES AUX SECTEURS DEFICITAIRES OU EN EQUILIBRE FRAGILE : CALAVON (SECTEURS 8-1 ET 8-2), AYGUES (SECTEUR 9), OUVEZE (SECTEUR 10), BASSIN SUD-OUEST DU MONT VENTOUX (SECTEUR 11)

Seuil d'alerte

Les prélèvements d'eau individuels, agricoles, industriels et commerciaux, quel que soit l'usage, doivent être réduits de 20 % (moyen de comptage obligatoire). Cette réduction de prélèvement s'entend en volume par rapport aux volumes de référence mensuels autorisés dans l'arrêté préfectoral annuel sanctionnant la procédure mandataire ou dans les décisions de déclaration ou autorisation individuelle. A défaut d'existence, le volume de référence mensuel sera calculé. Cette réduction ne concerne pas les prélèvements pour l'alimentation publique en eau potable, ni les ICPE ayant un arrêté préfectoral particulier ou les établissements pouvant démontrer qu'ils ont déjà réalisé des réductions significatives de leur consommation en eau.

De plus, s'ajoutent les restrictions suivantes :

- Interdiction de prélever et d'irriguer de 9 heures à 19 heures, à l'exception de la micro aspersion, goutte à goutte, des cultures en godets et semis.
- Interdiction d'arroser les pelouses, espaces verts et sportifs de toute nature de 9 h à 19 heures.
- Les fleurs, jardins potagers et plantes en pots ne sont pas concernés ainsi que les travaux de génie végétal et de plantations de moins de trois ans réalisés par les syndicats de rivière.
- Interdiction d'arroser les terrains de golf, à l'exception des greens et départs de 9 heures à 19 heures.
- Interdiction de remplir les piscines existantes à la date de signature de l'arrêté de franchissement du seuil d'alerte, de 9 heures à 19 heures.
- Interdiction de laver les véhicules hors des stations de lavage, à l'exception des obligations réglementaires (véhicules sanitaires ou alimentaires), techniques (bétonnières, ...) et liées à la sécurité.
- Réduction des consommations d'eau de 10 % pour les activités industrielles et commerciales raccordées à un réseau public d'eau potable (sauf pour les ICPE ayant un arrêté préfectoral particulier ou établissements pouvant démontrer qu'ils ont déjà réalisé des réductions significatives de leur consommation en eau).
- Respect des arrêtés préfectoraux complémentaires de restriction d'eau notifiés aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

| | |
|---------------------------------|--|
| Seuil d'alerte renforcée | <p>Les prélèvements d'eau individuels, agricoles, industriels et commerciaux, quel que soit l'usage, doivent être réduits de 30 % (moyen de comptage obligatoire). Cette réduction de prélèvement s'entend en volume par rapport aux volumes de référence mensuels autorisés dans l'arrêté préfectoral annuel sanctionnant la procédure mandataire ou de décision de déclaration ou autorisation individuelle. A défaut d'existence, le volume de référence mensuel sera calculé. Cette réduction ne concerne pas les prélèvements pour l'alimentation publique en eau potable, ni les ICPE ayant un arrêté préfectoral particulier, ou les établissements pouvant démontrer qu'ils ont déjà réalisé des réductions significatives de leur consommation en eau.</p> <p><u>De plus, s'ajoutent les restrictions suivantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Interdiction de prélever et d'irriguer de 8 heures à 20 heures, à l'exception de la micro aspersion, goutte à goutte, des cultures en godets et semis. - Interdiction d'arroser les pelouses, espaces verts et sportifs de toute nature. - Interdiction d'arroser les fleurs, jardins potagers, travaux de génie végétal et de plantations de moins de trois ans réalisés par les syndicats de rivière de 8 h à 20 heures. - Interdiction d'arroser les terrains de golf, à l'exception des greens et départs qui ne peuvent l'être que de 20 h à 8 heures. - Interdiction de laver les véhicules hors des stations de lavage, à l'exception des obligations réglementaires (véhicules sanitaires ou alimentaires), techniques (bétonnières, ...) et liées à la sécurité. - Interdiction de remplir les piscines existantes à la date de signature de l'arrêté de franchissement du seuil de crise. La mise à niveau nocturne est autorisée. - Interdiction de laver les voiries, sauf impératif sanitaire localisé. - Arrêt des fontaines sauf circuit fermé. - Réduction des consommations d'eau de 30 % pour les activités industrielles et commerciales raccordées à un réseau public d'eau potable (sauf pour les ICPE ayant un arrêté préfectoral particulier, ou les établissements pouvant démontrer qu'ils ont déjà réalisé des réductions significatives de leur consommation en eau). - Respect des arrêtés préfectoraux complémentaires de restriction d'eau notifiés aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). - Interdiction de remplir ou de maintenir le niveau des plans d'eau de loisirs. |
| Seuil de crise | <p>La priorité est donnée à l'eau potable et aux usages économiques. Renforcement des restrictions du seuil de crise et toutes autres mesures proposées par le comité sécheresse pouvant aller jusqu'à des interdictions totales.</p> |

6.6 : MESURES DE RESTRICTIONS PROPRES AU SECTEUR DEFICITAIRE AMONT DU LEZ (SECTEUR 6.1 : GRILLON, RICHERENCHES, VALREAS, VISAN)

| | |
|-----------------------|---|
| Seuil d'alerte | <p>Les prélèvements d'eau individuels, agricoles, industriels et commerciaux, quel que soit l'usage, doivent être réduits de 20 % (moyen de comptage obligatoire). Cette réduction de prélèvement s'entend en volume par rapport aux volumes de référence mensuels autorisés dans l'arrêté préfectoral annuel sanctionnant la procédure mandataire ou de décision de déclaration ou autorisation individuelle. À défaut d'existence, le volume de référence mensuel sera calculé. Cette réduction ne concerne pas les prélèvements pour l'alimentation publique en eau potable, ni les ICPE ayant un arrêté préfectoral particulier ou les établissements pouvant démontrer qu'ils ont déjà réalisé des réductions significatives de leur consommation en eau.</p> <p>Interdiction de prélever et d'irriguer les dimanche et mercredi à l'exception de la micro-aspersion, goutte à goutte, des cultures en godets et semis.</p> |
|-----------------------|---|

| | |
|---------------------------------|--|
| Seuil d'alerte | <p><u>De plus, s'ajoutent les restrictions suivantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – Interdiction de prélever et d'irriguer de 9 heures à 19 heures, à l'exception de la micro aspersion, goutte à goutte, des cultures en godet et semis. – Interdiction d'arroser les pelouses, espaces verts et sportifs de toute nature de 9 h à 19 heures. <p>Les fleurs, jardins potagers et plantes en pots ne sont pas concernés ainsi que les travaux de génie végétal et de plantations de moins de trois ans réalisés par les syndicats de rivière.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Interdiction d'arroser les terrains de golf, à l'exception des greens et départs de 9 heures à 19 heures. – Interdiction de remplir les piscines existantes à la date de signature de l'arrêté de franchissement du seuil d'alerte, de 9 heures à 19 heures. – Interdiction de laver les véhicules hors des stations de lavage, à l'exception des obligations réglementaires (véhicules sanitaires ou alimentaires), techniques (bétonnières, ...) et liées à la sécurité. – Réduction des consommations d'eau de 10 % pour les activités industrielles et commerciales raccordées à un réseau public d'eau potable (sauf pour les ICPE ayant un arrêté préfectoral particulier, ou les établissements pouvant démontrer qu'ils ont déjà réalisé des réductions significatives de leur consommation en eau). – Respect des arrêtés préfectoraux complémentaires de restriction d'eau notifiés aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). |
| Seuil d'alerte renforcée | <p>Les prélèvements d'eau individuels, agricoles, industriels et commerciaux, quel que soit l'usage, doivent être réduits de 30 % (moyen de comptage obligatoire). Cette réduction de prélèvement s'entend en volume par rapport aux volumes de référence mensuels autorisés dans l'arrêté préfectoral annuel sanctionnant la procédure mandataire ou de décision de déclaration ou autorisation individuelle. À défaut d'existence, le volume de référence mensuel sera calculé. Cette réduction ne concerne pas les prélèvements pour l'alimentation publique en eau potable, ni les ICPE ayant un arrêté préfectoral particulier ou les établissements pouvant démontrer qu'ils ont déjà réalisé des réductions significatives de leur consommation en eau.</p> <p>Interdiction de prélever et d'irriguer les dimanche, mercredi et vendredi à l'exception de la micro-aspersion, goutte à goutte, des cultures en godets et semis.</p> <p><u>De plus, s'ajoutent les restrictions suivantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – Interdiction de prélever et d'irriguer de 8 heures à 20 heures, à l'exception de la micro aspersion, goutte à goutte, des cultures en godets et semis. – Interdiction d'arroser les pelouses, espaces verts et sportifs de toute nature. – Interdiction d'arroser les fleurs, jardins potagers, travaux de génie végétal et de plantations de moins de trois ans réalisés par les syndicats de rivière de 8 h à 20 heures. – Interdiction d'arroser les terrains de golf, à l'exception des greens et départs qui ne peuvent l'être que de 20 h à 8 heures. – Interdiction de remplir les piscines existantes à la date de signature de l'arrêté de franchissement du seuil de crise. La mise à niveau nocturne est autorisée. – Interdiction de laver les véhicules hors des stations de lavage, à l'exception des obligations réglementaires (véhicules sanitaires ou alimentaires), techniques (bétonnières, ...) et liées à la sécurité. – Interdiction de laver les voiries, sauf impératif sanitaire localisé. – Arrêt des fontaines sauf circuit fermé. – Réduction des consommations d'eau de 30 % pour les activités industrielles et commerciales raccordées à un réseau public d'eau potable (sauf pour les ICPE ayant un arrêté préfectoral particulier, ou les établissements pouvant démontrer qu'ils ont déjà réalisé des réductions significatives de leur consommation en eau). – Respect des arrêtés préfectoraux complémentaires de restriction d'eau notifiés aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). – Interdiction de remplir ou de maintenir le niveau des plans d'eau de loisirs. |
| Seuil de crise | <p>La priorité est donnée à l'eau potable et aux usages économiques.</p> <p>Renforcement des restrictions du seuil de crise et toutes autres mesures proposées par le comité sécheresse pouvant aller jusqu'à des interdictions totales.</p> |

6.7 : AUTRES MESURES

Les autorisations pour travaux en cours d'eau délivrées avant la signature de l'arrêté notifiant l'état d'alerte ou de crise pourront être modifiées pour prendre en compte l'incidence des travaux en période de sécheresse. Les travaux destinés à améliorer l'alimentation des prises d'eau sont interdits en période de sécheresse.

Les travaux d'entretien des stations d'épuration entraînant un dépassement des normes de rejet sont également interdits, sauf autorisation exceptionnelle du préfet (service chargé de la police de l'eau) ou accident dûment justifié.

7. CONDITIONS D'APPLICATION OPERATIONNELLE

Le franchissement des conditions entraînant la mise en œuvre des mesures de restriction ou d'interdiction correspondantes sera constaté par un arrêté préfectoral spécifique qui précisera les zones d'alertes concernées et les mesures mises en œuvre pour chacun d'eux.

Ces arrêtés préfectoraux seront consultables en ligne sur PROPLUVIA (<http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/propluvia/faces/index.jsp>).

8. COMPOSITION DU COMITE SECHERESSE

Il est instauré un comité départemental en charge d'apprécier la situation de la ressource en eau sur le département et de proposer à l'autorité préfectorale toute mesure adaptée à son évolution en situation de sécheresse. Ce comité, animé par le chef de la MISEN, est composé des services et représentants ci-dessous :

Services de l'État et établissements publics

Service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC Préfecture),
Chef de la mission inter-services de l'eau et de la nature (MISEN),
Direction régionale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt (DRAAF),
Direction départementale des territoires (DDT),
Direction départementale de la protection des populations (DDPP),
Direction départementale de la sécurité publique (DDSP),
Groupement de gendarmerie,
Agence régionale de santé (ARS),
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL Rhône-Alpes/UTRS/antenne d'Arles),
Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA),
Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse,
Commission exécutive de la Durance (CED)
Électricité de France (EDF)

Collectivités

Conseil départemental,
Conseil régional,
Association des maires,
Commission locale de l'eau du SAGE du Calavon,

Commission locale de l'eau du SAGE du Lez,
Parc naturel régional du Luberon,
Syndicats de rivières, EPAGE,
Syndicats d'eau potable.

Usagers

Centre d'information régional agro-météorologique (CIRAME),
Chambre de métiers,
Chambre de commerce et d'industrie,
Représentants des sociétés d'affermage,
Fédération de pêche,
Chambre d'agriculture,
Association des irrigants de Vaucluse,
Fédération départementale des associations syndicales de Vaucluse,
Société du canal de Provence,
Associations agréées au titre du code de l'environnement.

Le préfet peut faire appel en tant que de besoin à toute personne jugée qualifiée pouvant être utile aux échanges lors du comité sécheresse.

9. LE RÔLE DES MAIRES

9-1/ A tout moment, le maire peut prendre des mesures de police administrative générale, adaptées à une situation localisée pour restreindre l'usage de l'eau sur le fondement de la salubrité et de la sécurité publiques (article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales [CGCT]).

9-2/ **Les maires dont les communes sont concernées par la prise d'un arrêté préfectoral de limitation des usages et des prélèvements, sont invités à prendre un arrêté municipal reprenant les prescriptions de l'arrêté préfectoral afin de permettre l'action des agents municipaux assermentés.** En fonction des conditions particulières de la commune, l'arrêté du maire peut se limiter à reprendre les prescriptions de l'arrêté préfectoral ou prescrire des mesures plus restrictives pour certains usages ou prélèvements.

9-3/ Le pouvoir de police spéciale reconnu au préfet par l'article L. 211-3 du code de l'environnement n'empêche pas chaque maire de prendre des mesures de police administrative générale plus contraignantes et adaptées à une situation localisée en application du même article L. 2212-2 du CGCT.

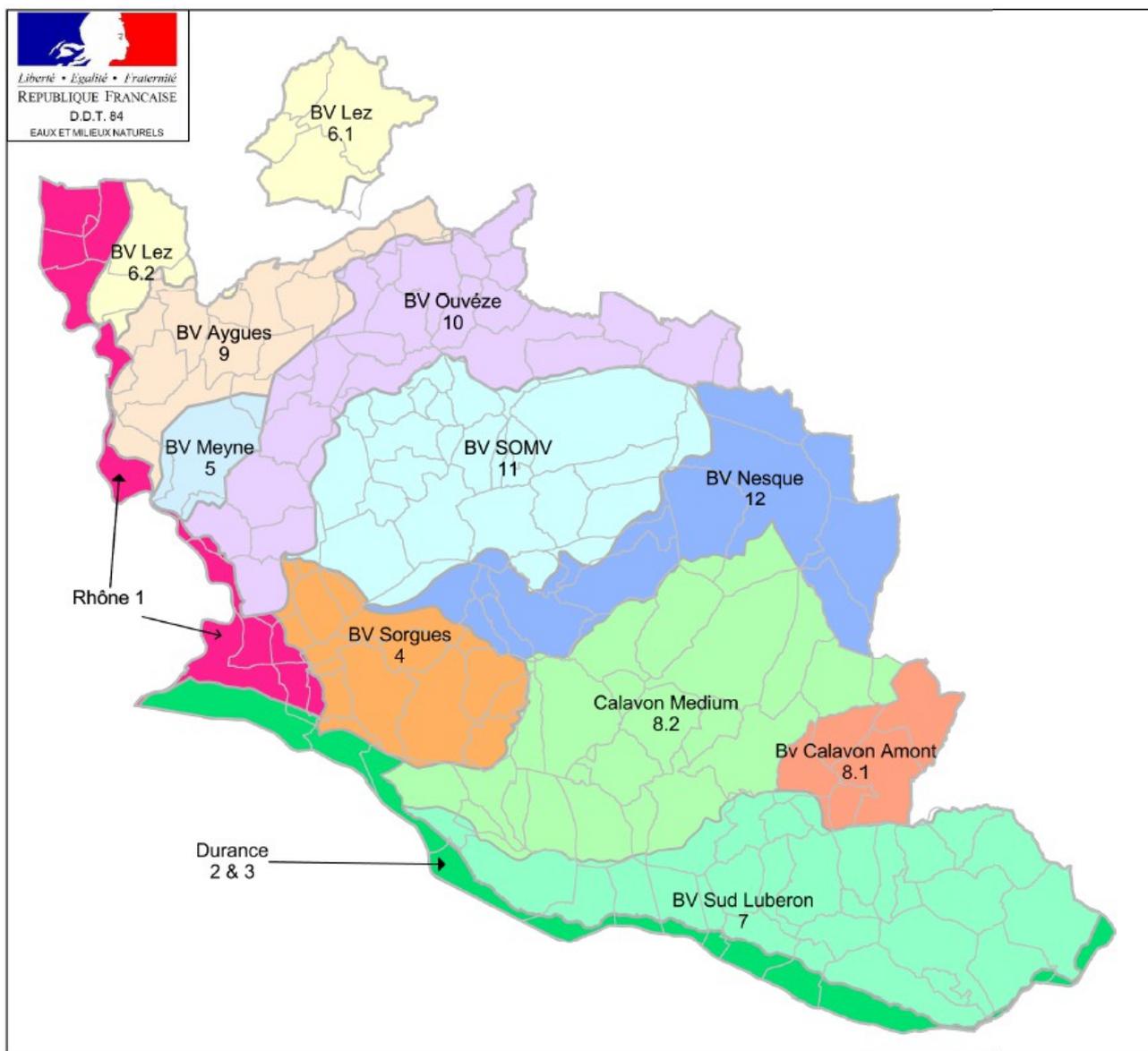
Ces mesures ne s'appliquent pas dans le cadre de la sécurité civile (lutte contre l'incendie).

10. CONTROLES

Le contrôle du respect des mesures imposées par les arrêtés préfectoraux de limitations est assuré par les agents assermentés au titre de la police de l'eau ainsi que par les agents de la police nationale et de la gendarmerie nationale.

Il porte sur les secteurs placés en alerte, alerte renforcée et crise, et est orienté sur une recherche aléatoire d'infraction sur l'ensemble des restrictions visées par l'arrêté.

Annexe 1 au plan cadre sécheresse du département du Vaucluse : Secteurs hydrographiques de gestion



Annexe 2 au plan cadre sécheresse du département du Vaucluse : Appartenance des communes aux secteurs hydrographiques de gestion

| COMMUNES | RHONE | DURANCE nappe | SORGUES | MEYNE | LEZ AMONT (Enclave des Papes) | LEZ AVAL | SUD LUBERON | CALAVON MEDIAN | CALAVON AMONT | AYGUES | OUVEZE | SUD-OUEST DU MONT VENTOUX | NESQUE |
|-------------------------|-------|------------------|---------|-------|----------------------------------|----------|----------------|-------------------|------------------|--------|--------|---------------------------------|--------|
| ALTHEN LES PALUDS | | | | | | | | | | | | | |
| ANSOUIS | | | | | | | | | | | | | |
| APT | | | | | | | | | | | | | |
| AUBIGNAN | | | | | | | | | | | | | |
| AUREL | | | | | | | | | | | | | |
| AURIBEAU | | | | | | | | | | | | | |
| AVIGNON | | | | | | | | | | | | | |
| BEAUMES DE VENISE | | | | | | | | | | | | | |
| BEAUMONT DE PERTUIS | | | | | | | | | | | | | |
| BEAUMONT DU VENTOUX | | | | | | | | | | | | | |
| BEDARRIDES | | | | | | | | | | | | | |
| BEDOIN | | | | | | | | | | | | | |
| BLAUVAC | | | | | | | | | | | | | |
| BOLLENE | | | | | | | | | | | | | |
| BONNIEUX | | | | | | | | | | | | | |
| BRANTES | | | | | | | | | | | | | |
| BUISSON | | | | | | | | | | | | | |
| BUOUX | | | | | | | | | | | | | |
| CABRIERES D'AIGUES | | | | | | | | | | | | | |
| CABRIERES D'AVIGNON | | | | | | | | | | | | | |
| CADENET | | | | | | | | | | | | | |
| CADEROUSSE | | | | | | | | | | | | | |
| CAIRANNE | | | | | | | | | | | | | |
| CAMARET SUR AIGUES | | | | | | | | | | | | | |
| CAROMB | | | | | | | | | | | | | |
| CARPENTRAS | | | | | | | | | | | | | |
| CASENEUVE | | | | | | | | | | | | | |
| CASTELLET | | | | | | | | | | | | | |
| CAUMONT SUR DURANCE | | | | | | | | | | | | | |
| CAVAILLON | | | | | | | | | | | | | |
| CHATEAUNEUF DE GADAGNE | | | | | | | | | | | | | |
| CHATEAUNEUF DU PAPE | | | | | | | | | | | | | |
| CHEVAL BLANC | | | | | | | | | | | | | |
| COURTHEZON | | | | | | | | | | | | | |
| CRILLON LE BRAVE | | | | | | | | | | | | | |
| CUCURON | | | | | | | | | | | | | |
| ENTRAIGUES SUR SORGUES | | | | | | | | | | | | | |
| ENTRECHAUX | | | | | | | | | | | | | |
| FAUCON | | | | | | | | | | | | | |
| FLASSAN | | | | | | | | | | | | | |
| FONTAINE DE VAUCLUSE | | | | | | | | | | | | | |
| GARCAS | | | | | | | | | | | | | |
| GIGNAC | | | | | | | | | | | | | |
| GIGONDAS | | | | | | | | | | | | | |
| GORDES | | | | | | | | | | | | | |
| GOULT | | | | | | | | | | | | | |
| GRAMBOIS | | | | | | | | | | | | | |
| GRILLON | | | | | | | | | | | | | |
| JONQUERETTES | | | | | | | | | | | | | |
| JONQUIERES | | | | | | | | | | | | | |
| JOUCAS | | | | | | | | | | | | | |
| LACOSTE | | | | | | | | | | | | | |
| LA BASTIDE-DES-JOURDANS | | | | | | | | | | | | | |
| LA BASTIDONNE | | | | | | | | | | | | | |
| LAFARE | | | | | | | | | | | | | |
| LAGARDE D'APT | | | | | | | | | | | | | |
| LAGARDE PAREOL | | | | | | | | | | | | | |
| LAGNES | | | | | | | | | | | | | |
| LAMOTTE DU RHONE | | | | | | | | | | | | | |
| LA MOTTE D'AIGUES | | | | | | | | | | | | | |

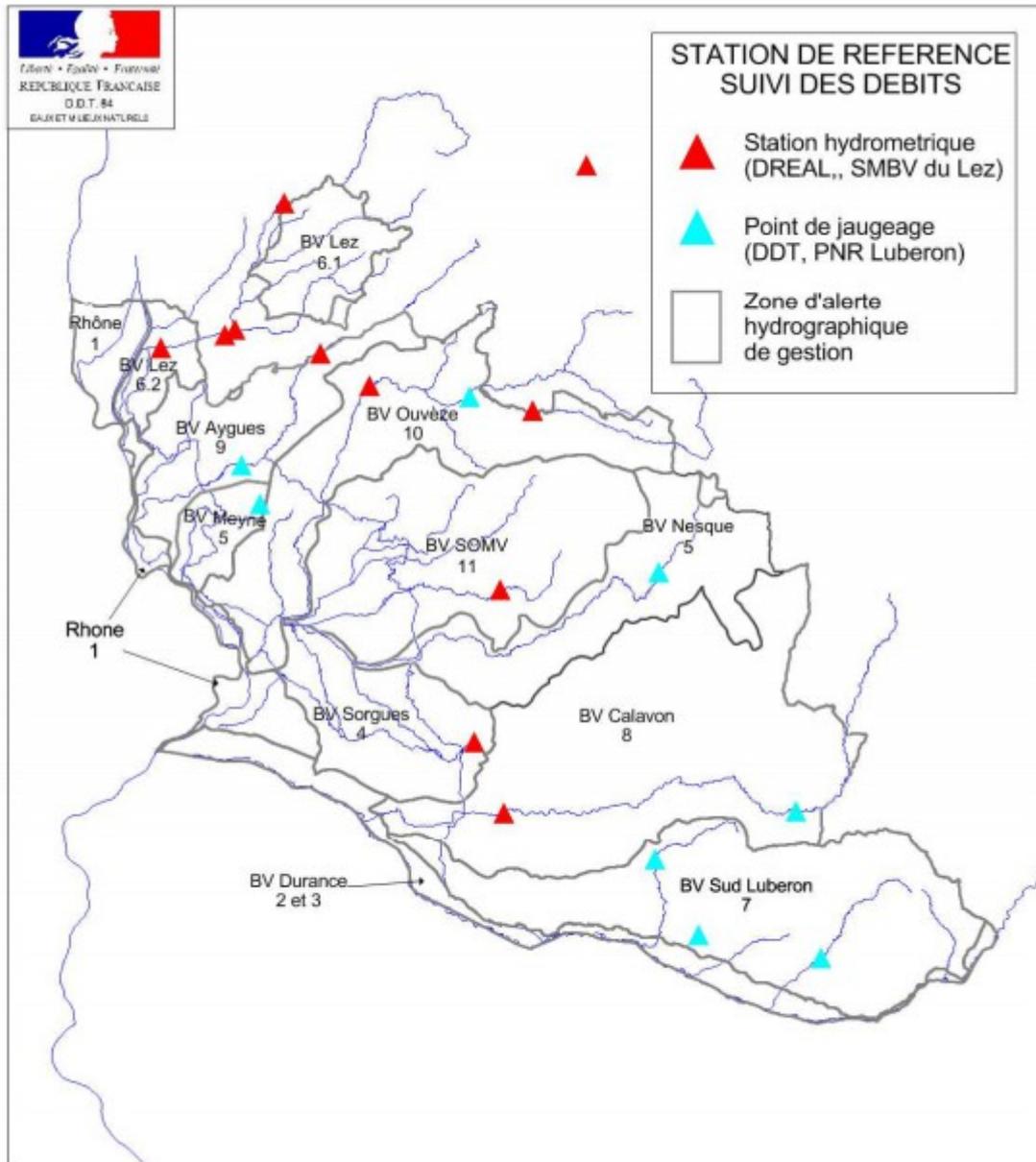
| COMMUNES | RHONE | DURANCE nappe | SORGUES | MEYNE | LEZ AMONT (Enclave des Papes) | LEZ AVAL | SUD LUBERON | CALAVON MEDIAN | CALAVON AMONT | AYGUES | OUVEZE | SUD-OUEST DU MONT VENTOUX | NESQUE |
|----------------------------|-------|------------------|---------|-------|-------------------------------------|----------|----------------|-------------------|------------------|--------|--------|---------------------------------|--------|
| LAPALUD | | | | | | | | | | | | | |
| LA ROQUE ALRIC | | | | | | | | | | | | | |
| LA ROQUE SUR PERNES | | | | | | | | | | | | | |
| LA TOUR D'AIGUES | | | | | | | | | | | | | |
| LAURIS | | | | | | | | | | | | | |
| LE BARROUX | | | | | | | | | | | | | |
| LE BEAUCET | | | | | | | | | | | | | |
| LE CRESTET | | | | | | | | | | | | | |
| LE PONTET | | | | | | | | | | | | | |
| LE THOR | | | | | | | | | | | | | |
| LES BEAUMETTES | | | | | | | | | | | | | |
| LES TAILLADES | | | | | | | | | | | | | |
| LIoux | | | | | | | | | | | | | |
| L'ISLE SUR LA SORGUE | | | | | | | | | | | | | |
| LORIOU DU COMTAT | | | | | | | | | | | | | |
| LOURMARIN | | | | | | | | | | | | | |
| MALAUCENE | | | | | | | | | | | | | |
| MALEMORT DU COMTAT | | | | | | | | | | | | | |
| MAUBEC | | | | | | | | | | | | | |
| MAZAN | | | | | | | | | | | | | |
| MENERBES | | | | | | | | | | | | | |
| MERINDOL | | | | | | | | | | | | | |
| METHAMIS | | | | | | | | | | | | | |
| MIRABEAU | | | | | | | | | | | | | |
| MODENE | | | | | | | | | | | | | |
| MONDRAGON | | | | | | | | | | | | | |
| MONIEUX | | | | | | | | | | | | | |
| MONTEUX | | | | | | | | | | | | | |
| MORIERES LES AVIGNON | | | | | | | | | | | | | |
| MORMOIRON | | | | | | | | | | | | | |
| MORNAS | | | | | | | | | | | | | |
| MURS | | | | | | | | | | | | | |
| OPPEDE | | | | | | | | | | | | | |
| ORANGE | | | | | | | | | | | | | |
| PERNES LES FONTAINES | | | | | | | | | | | | | |
| PERTUIS | | | | | | | | | | | | | |
| PEYPIN-D'AIGUES | | | | | | | | | | | | | |
| PIOLENC | | | | | | | | | | | | | |
| PUGET | | | | | | | | | | | | | |
| PUYMERAS | | | | | | | | | | | | | |
| PUYVERT | | | | | | | | | | | | | |
| RASTEAU | | | | | | | | | | | | | |
| RICHERENCHES | | | | | | | | | | | | | |
| ROAIX | | | | | | | | | | | | | |
| ROBION | | | | | | | | | | | | | |
| ROUSSILLION | | | | | | | | | | | | | |
| RUSTREL | | | | | | | | | | | | | |
| SABLET | | | | | | | | | | | | | |
| SAIGNON | | | | | | | | | | | | | |
| SAINTE CECILE LES VIGNES | | | | | | | | | | | | | |
| SAINT-CHRISTOL D'ALBION | | | | | | | | | | | | | |
| SAINT DIDIER | | | | | | | | | | | | | |
| SAINT HIPPOLYTE GRAVEYRON | | | | | | | | | | | | | |
| SAINT LEGER DU VENTOUX | | | | | | | | | | | | | |
| SAINT MARCELLIN LES VAISON | | | | | | | | | | | | | |
| SAINT-MARTIN-DE-CASTILLON | | | | | | | | | | | | | |
| SAINT-MARTIN-DE-BRASQUE | | | | | | | | | | | | | |
| SAINT-PANTALEON | | | | | | | | | | | | | |
| SAINT PIERRE DE VASSOLS | | | | | | | | | | | | | |
| SAINT ROMAIN EN VIENNOIS | | | | | | | | | | | | | |
| SAINT ROMAN DE MALEGARDE | | | | | | | | | | | | | |
| SAINT-SATURNIN-LES-APT | | | | | | | | | | | | | |
| SAINT SATURNIN LES AVIGNON | | | | | | | | | | | | | |
| SAINT TRINIT | | | | | | | | | | | | | |

| COMMUNES | RHONE | DURANCE nappe | SORGUES | MEYNE | LEZ AMONT (Enclave des Papes) | LEZ AVAL | SUD LUBERON | CALAVON MEDIAN | CALAVON AMONT | AYGUES | OUVEZE | SUD-OUEST DU MONT VENTOUX | NESQUE |
|----------------------|-------|------------------|---------|-------|-------------------------------------|----------|----------------|-------------------|------------------|--------|--------|---------------------------------|--------|
| SANNES | | | | | | | | | | | | | |
| SARRIANS | | | | | | | | | | | | | |
| SAULT | | | | | | | | | | | | | |
| SAUMANE DE VAUCLUSE | | | | | | | | | | | | | |
| SAVOILLAN | | | | | | | | | | | | | |
| SEGURET | | | | | | | | | | | | | |
| SERIGNAN DU COMTAT | | | | | | | | | | | | | |
| SIVERGUES | | | | | | | | | | | | | |
| SORGUES | | | | | | | | | | | | | |
| SUZETTE | | | | | | | | | | | | | |
| TRAVAILLAN | | | | | | | | | | | | | |
| UCHAUX | | | | | | | | | | | | | |
| VACQUEYRAS | | | | | | | | | | | | | |
| VAISON LA ROMAINE | | | | | | | | | | | | | |
| VALREAS | | | | | | | | | | | | | |
| VAUGINES | | | | | | | | | | | | | |
| VEDENE | | | | | | | | | | | | | |
| VELLERON | | | | | | | | | | | | | |
| VENASQUE | | | | | | | | | | | | | |
| VIENS | | | | | | | | | | | | | |
| VILLARS | | | | | | | | | | | | | |
| VILLEDIEU | | | | | | | | | | | | | |
| VILLELAURE | | | | | | | | | | | | | |
| VILLES SUR AUZON | | | | | | | | | | | | | |
| VIOLES | | | | | | | | | | | | | |
| VISAN | | | | | | | | | | | | | |
| VITROLLES-EN-LUBERON | | | | | | | | | | | | | |

| | |
|--|--|
| | Communes localisées hors secteur déficitaire |
| | Communes localisées en secteur déficitaire ou en équilibres fragiles |
| | Communes localisées en secteur amont du LEZ |

Attention ! Il est de la responsabilité de chacun, de connaître dans quel secteur se trouve son prélèvement d'eau. A défaut, il faudra appliquer les restrictions les plus contraignantes activées par le Préfet dans la commune concernée.

Annexe 3 au plan cadre sécheresse du département du Vaucluse : Carte des stations de référence pour le suivi des débits des cours d'eau



Annexe 4 au plan cadre sécheresse du département de Vaucluse : valeurs seuils pour le suivi des débits des cours d'eau par zones hydrographiques de gestion

| ZONE D'ALERTE | Station de référence | Organisme en charge du suivi de la station | Référentiel | AVRIL | MAI | JUIN | JUILLET | AOUT | SEPTEMBRE | OCTOBRE | |
|----------------------------|----------------------------------|--|-------------------------------|----------------------|--|------|---------|------|-----------|---------|------|
| | | | | Débit exprimé en l/s | | | | | | | |
| Rhône – secteur 1 | | | | | | | | | | | |
| Rhône – secteur 1 | Viviers | CNR | SDAGE -point de confluence | VIGILANCE | non défini | | | | | | |
| | | | | ALERTE | 500 000 | | | | | | |
| | | | | ALERTE RENFORCEE | 450 000 | | | | | | |
| | | | | CRISE | 320 000 | | | | | | |
| Durance – secteur 2 | | | | | | | | | | | |
| Durance – secteur 2 | | | | VIGILANCE | Protocole de gestion de crise de la CED | | | | | | |
| | | | | ALERTE | Protocole de gestion de crise de la CED | | | | | | |
| | | | | ALERTE RENFORCEE | Protocole de gestion de crise de la CED | | | | | | |
| | | | | CRISE | Protocole de gestion de crise de la CED | | | | | | |
| Sorgue – secteur 4 | | | | | | | | | | | |
| Sorgue – secteur 4 | Fontaine de Vaucluse « moulin » | DREAL | Station hydraulique DREAL | VIGILANCE | vigilance = VCN3 / 2 ANS | | | | | | |
| | | | | | 9300 | 9300 | 9300 | 9300 | 7300 | 6600 | 7000 |
| | | | | ALERTE | Alerte = VCN3 / 5 ans | | | | | | |
| | | | | | 6900 | 6900 | 6900 | 6900 | 5600 | 5100 | 5000 |
| | | | | ALERTE RENFORCEE | Alerte renforcé = VCN3 / 10 ans | | | | | | |
| | 5900 | 5900 | 5900 | 5900 | 4800 | 4400 | 4200 | | | | |
| | | | | CRISE | Si débit d'alerte renforcé inférieur plus de 10j consécutifs | | | | | | |
| Meyne – secteur 5 | | | | | | | | | | | |
| Meyne – secteur 5 | Camaret « garriguettes » (Meyne) | DDT 84 | Point de suivi complémentaire | VIGILANCE | Vigilance = 1,5 x QMNA5 | | | | | | |
| | | | | | 115 | | | | | | |
| | | | | ALERTE | Alerte = QMNA5 | | | | | | |
| | | | | | 75 | | | | | | |
| | | | | ALERTE RENFORCEE | Alerte renforcée = 0,75 x QMNA5 | | | | | | |
| | 50 | | | | | | | | | | |
| | | | | CRISE | Si débit d'alerte renforcé inférieur plus de 10j consécutifs | | | | | | |

Annexe 4 au plan cadre sécheresse du département de Vaucluse : valeurs seuils pour le suivi des débits des cours d'eau par zones hydrographiques de gestion

| ZONE D'ALERTE | Station de référence | Organisme en charge du suivi de la station | Référentiel | | AVRIL | MAI | JUIN | JUILLET | AOÛT | SEPTEMBRE | OCTOBRE |
|-----------------|----------------------|--|----------------------------|---|---|------|------|---------|------|-----------|---------|
| | | | | | Débit exprimé en l/s | | | | | | |
| Lez – secteur 6 | Grignan(Lez) | SMBVL | EEVPG – point de référence | VIGILANCE | Vigilance = 1,5 x VCN3 moyen / 5 ans | | | | | | |
| | | | | | 900 | 1000 | 300 | 150 | 130 | 150 | 200 |
| | | | | ALERTE | alerte = VCN3 moyen / 5 ans | | | | | | |
| | | | | | 600 | 700 | 200 | 100 | 90 | 100 | 140 |
| | | | | | alerte renforcée = 0,75 x VCN3 moyen / 5 ans | | | | | | |
| | | | | | 450 | 500 | 150 | 75 | 60 | 75 | 100 |
| | | | | | CRISE | | | | | | |
| | | | | | Si débit d'alerte renforcée inférieur plus de 10j consécutifs | | | | | | |
| | | | | | Vigilance = 1,5 x VCN3 moyen / 5 ans | | | | | | |
| | | | | | 3000 | 2400 | 1200 | 610 | 390 | 510 | 900 |
| | | | | | alerte = VCN3 moyen / 5 ans | | | | | | |
| | | | | | 2000 | 1600 | 840 | 410 | 260 | 340 | 600 |
| | | | | | alerte renforcée = 0,75 x VCN3 moyen / 5 ans | | | | | | |
| | | | | | 1500 | 1200 | 630 | 300 | 190 | 250 | 450 |
| | | | | | CRISE | | | | | | |
| | | | | | Si débit d'alerte renforcée inférieur plus de 10j consécutifs | | | | | | |
| | | | | | Vigilance = 1,5 x VCN3 moyen / 5 ans | | | | | | |
| | | | | | 3000 | 3000 | 1650 | 880 | 550 | 540 | 1000 |
| | | | | | alerte = VCN3 moyen / 5 ans | | | | | | |
| | | | | | 2000 | 2000 | 1100 | 590 | 370 | 360 | 670 |
| | | | | alerte renforcée = 0,75 x VCN3 moyen / 5 ans | | | | | | | |
| | | | | 1500 | 1500 | 820 | 440 | 270 | 270 | 500 | |
| | | | | CRISE | | | | | | | |
| | | | | Si débit d'alerte renforcée inférieur plus de 10j consécutifs | | | | | | | |
| | | | | Vigilance = 1,5 x VCN3 moyen / 5 ans | | | | | | | |
| | | | | 600 | 450 | 250 | 100 | 90 | 90 | 130 | |
| | | | | alerte = VCN3 moyen / 5 ans | | | | | | | |
| | | | | 400 | 300 | 170 | 70 | 60 | 60 | 90 | |
| | | | | alerte renforcée = 0,75 x VCN3 moyen / 5 ans | | | | | | | |
| | | | | 300 | 220 | 120 | 50 | 45 | 45 | 60 | |
| | | | | CRISE | | | | | | | |
| | | | | Si débit d'alerte renforcée inférieur plus de 10j consécutifs | | | | | | | |

Annexe 4 au plan cadre sécheresse du département de Vaucluse : valeurs seuils pour le suivi des débits des cours d'eau par zones hydrographiques de gestion

| ZONE D'ALERTE | Station de référence | Organisme en charge du suivi de la station | Référentiel | | AVRIL | MAI | JUIN | JUILLET | AOUT | SEPTEMBRE | OCTOBRE | | | | | | | |
|-------------------------------|--|--|----------------------------------|------------------|---|-----|------|---------|------|-----------|---------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| | | | | | Débit exprimé en l/s | | | | | | | | | | | | | |
| Sud Luberon secteur – 7 | l'Aiguebrun : Bonnieux « combe de Lourmarin – pont D 943 » | DDT 84 | Point de suivi complémentaire | VIGILANCE | Vigilance = 1,5QMNA5 | | | | | | | 40 | | | | | | |
| | | | | ALERTE | Alerte = QMNA5 | | | | | | | 30 | | | | | | |
| | | | | ALERTE RENFORCEE | Alerte renforcée = 75% du QMNA5 | | | | | | | 20 | | | | | | |
| | | | | CRISE | Si débit d'alerte renforcée inférieur plus de 10j consécutifs | | | | | | | | | | | | | |
| | Laval : Cadenet « Malconseil pont D45 » | DDT 84 | Point de suivi complémentaire | VIGILANCE | Vigilance = 1,5QMNA5 | | | | | | | 25 | | | | | | |
| | | | | ALERTE | Alerte = QMNA5 | | | | | | | 15 | | | | | | |
| | | | | ALERTE RENFORCEE | Alerte renforcée = 75% du QMNA5 | | | | | | | 10 | | | | | | |
| | | | | CRISE | Si débit d'alerte renforcée inférieur plus de 10j consécutifs | | | | | | | | | | | | | |
| | Eze : la Tour d'Aigues « Notre dame » | DDT 84 | Point de suivi complémentaire | VIGILANCE | Vigilance = 1,5QMNA5 | | | | | | | 80 | | | | | | |
| | | | | ALERTE | Alerte = QMNA5 | | | | | | | 50 | | | | | | |
| | | | | ALERTE RENFORCEE | Alerte renforcée = 75% du QMNA5 | | | | | | | 30 | | | | | | |
| | | | | CRISE | Si débit d'alerte renforcée inférieur plus de 10j consécutifs | | | | | | | | | | | | | |
| Calavon – secteur 8 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Calavon amont secteur 8-1 | Saint Martin de castillon « les Bégudes » (calavon) | PNR Luberon - DREAL | EEVPG – point de référence | VIGILANCE | vigilance = 1,5X DOE | | | | | | | 423 | 208 | 145 | 136 | 136 | 220 | 208 |
| | | | | ALERTE | Alerte = DOE | | | | | | | 282 | 139 | 97 | 91 | 91 | 147 | 139 |
| | | | | ALERTE RENFORCEE | Alerte renforcée = moyenne DOE/DCR | | | | | | | 214 | 113 | 74 | 64 | 64 | 103 | 100 |
| | | | | CRISE | Crise = DCR | | | | | | | 146 | 88 | 52 | 38 | 38 | 59 | 62 |
| Calavon médian secteur 8-2 | Oppède « la garrigue » (Calavon) / | PNR Luberon - DREAL | EEVPG – point de référence | VIGILANCE | vigilance = 1,5X DOE | | | | | | | 142 | 121 | 100 | 106 | 73 | 100 | 111 |
| | | | | ALERTE | Alerte = DOE | | | | | | | 95 | 81 | 67 | 71 | 49 | 67 | 74 |
| | | | | ALERTE RENFORCEE | Alerte renforcée = moyenne DOE/DCR | | | | | | | 61 | 54 | 47 | 50 | 34 | 39 | 42 |
| | | | | CRISE | Crise = DCR | | | | | | | 28 | 28 | 28 | 28 | 19 | 12 | 10 |

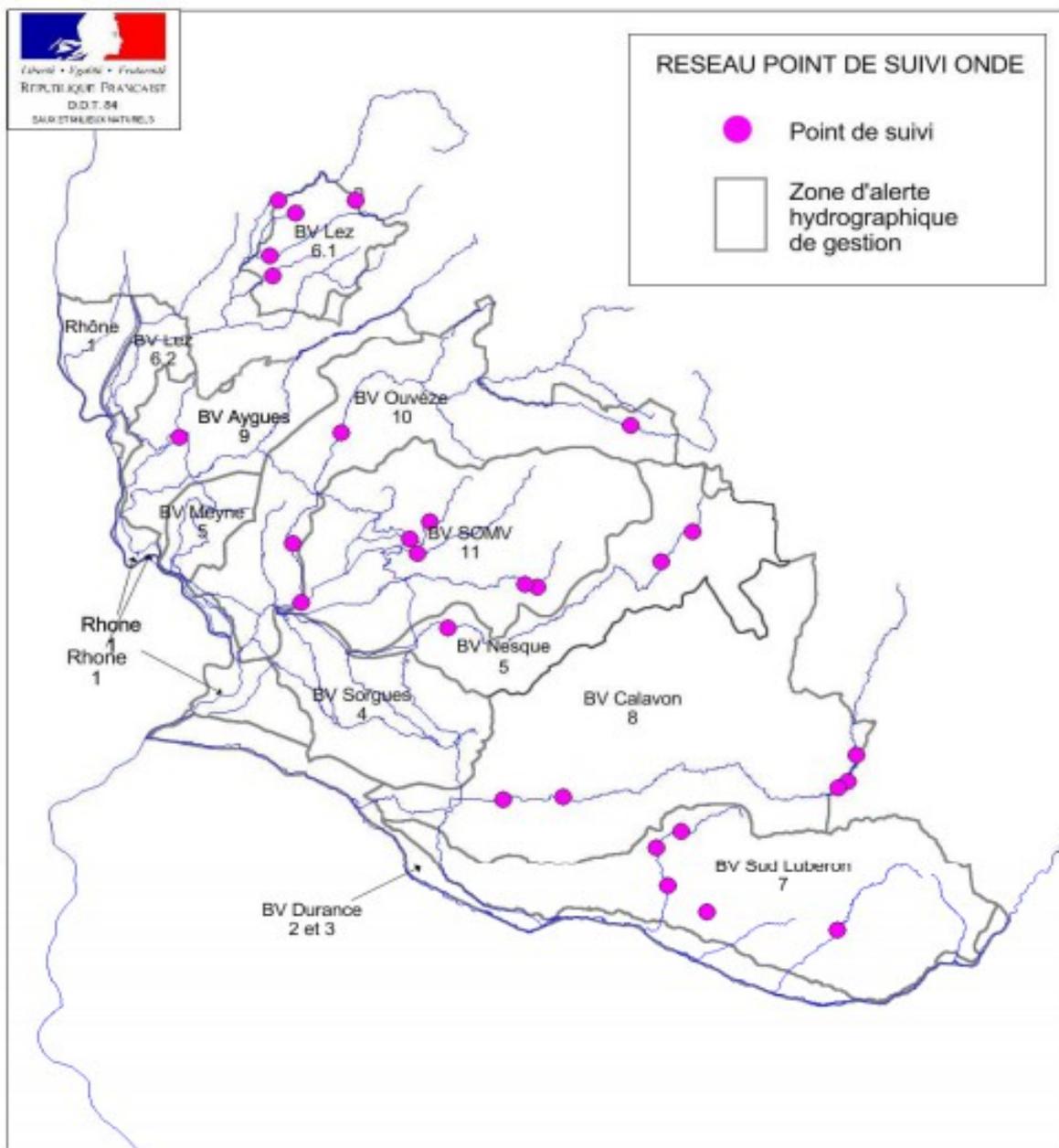
Annexe 4 au plan cadre sécheresse du département de Vaucluse : valeurs seuils pour le suivi des débits des cours d'eau par zones hydrographiques de gestion

| ZONE D'ALERTE | Station de référence | Organisme en charge du suivi de la station | Référentiel | Débit exprimé en l/s | | | | | | | | | |
|---------------------|--|--|---|---|--|--------------------------|---------|------|-----------|---------|-----|--|--|
| | | | | AVRIL | MAI | JUIN | JUILLET | AOÛT | SEPTEMBRE | OCTOBRE | | | |
| | | | | Aygues – secteur 9 | | | | | | | | | |
| Aygues – secteur 9 | Saint May « pont de la tune » | DREAL | SDAGE – point stratégique EEVPG – point de référence | VIGILANCE | vigilance = VCN3 / 2 ANS | | | | | | | | |
| | | | | | 2900 | 2700 | 1500 | 640 | 510 | 570 | 910 | | |
| | | | | ALERTE | Alerte = VCN3 / 5 ans | | | | | | | | |
| | | | | | 1700 | 1500 | 750 | 390 | 310 | 360 | 500 | | |
| | | | | ALERTE RENFORCEE | Alerte renforcée = VCN3 / 10 ans | | | | | | | | |
| | | | | | 1300 | 1100 | 530 | 300 | 240 | 290 | 360 | | |
| | | | | CRISE | Crise | | | | | | | | |
| | | | | | Crise = Valeur VCN3 / 10 ans plus de 10 jours consécutif | | | | | | | | |
| | | Tulette | DDT 84 | SDAGE – point stratégique EEVPG – point de référence | VIGILANCE | A DEFINIR | | | | | | | |
| | | | | | A DEFINIR | | | | | | | | |
| | | | | | A DEFINIR | | | | | | | | |
| | | | | | A DEFINIR | | | | | | | | |
| | Camaret sur Aygues « pont D 43 » | DDT 84 | Point de suivi complémentaire | VIGILANCE | Vigilance = 1,5QMNA5 | | | | | | | | |
| | | | | 100 | | | | | | | | | |
| | | | | Alerte = QMNA5 | | | | | | | | | |
| | | | | 50 | | | | | | | | | |
| | | | ALERTE RENFORCEE | Alerte renforcée = 75% du QMNA5 | | | | | | | | | |
| | | | | 20 | | | | | | | | | |
| | | | CRISE | Crise | | | | | | | | | |
| | | | | Si débit d'alerte renforcée inférieur plus de 10j consécutifs | | | | | | | | | |
| | | | | Ouvèze – secteur 10 | | | | | | | | | |
| Ouvèze – secteur 10 | Malaucène « hameau de veaux » (Toulourenc) | DREAL | Station hydraulique DREAL | VIGILANCE | vigilance = VCN3 / 2 ANS | | | | | | | | |
| | | | | | 840 | 820 | 480 | 240 | 160 | 150 | 250 | | |
| | | | | ALERTE | Alerte = VCN3 / 5 ans | | | | | | | | |
| | | | | | 450 | 420 | 250 | 150 | 100 | 90 | 110 | | |
| | | | | ALERTE RENFORCEE | Alerte renforcée = VCN3 / 10 ans | | | | | | | | |
| | | | | | 320 | 300 | 180 | 110 | 80 | 70 | 75 | | |
| | | | | CRISE | Crise = Valeur VCN3 / 10 ans plus de 10 jours consécutif | | | | | | | | |
| | | Entrechaux « pont saint michel » | DDT 84 | SDAGE – point stratégique EEVPG – point de référence | VIGILANCE | vigilance = VCN3 / 2 ANS | | | | | | | |
| | | | | | 3100 | 2400 | 1900 | 1000 | 700 | 750 | 900 | | |
| | ALERTE | | | | Alerte = VCN3 / 5 ans | | | | | | | | |
| | | | | | 1380 | 1300 | 860 | 540 | 390 | 430 | 540 | | |
| | | | | ALERTE RENFORCEE | Alerte renforcée = VCN3 / 10 ans | | | | | | | | |
| | | | | 880 | 820 | 560 | 390 | 280 | 320 | 410 | | | |
| | | | CRISE | Crise = Valeur VCN3 / 10 ans plus de 10 jours consécutif | | | | | | | | | |
| | Roaix | DREAL | SDAGE – point stratégique EEVPG – point de référence | VIGILANCE | A DEFINIR | | | | | | | | |
| | | | | A DEFINIR | | | | | | | | | |
| | | | | A DEFINIR | | | | | | | | | |
| | | | | A DEFINIR | | | | | | | | | |

Annexe 4 au plan cadre sécheresse du département de Vaucluse : valeurs seuils pour le suivi des débits des cours d'eau par zones hydrographiques de gestion

| ZONE D'ALERTE | Station de référence | Organisme en charge du suivi de la station | Référentiel | | AVRIL | MAI | JUIN | JUILLET | AOUT | SEPTEMBRE | OCTOBRE | |
|---|---|--|-------------------------------|------------------|---|------------------------------------|------|---------|------|-----------|---------|-----|
| | | | | | Débit exprimé en l/s | | | | | | | |
| | | | | | Sud Ouest du Mont Ventoux – secteur 11 | | | | | | | |
| Sud Ouest du Mont Ventoux – secteur 11 | Mormoiron (Auzon) | DREAL | Station hydraulique DREAL | VIGILANCE | vigilance = VCN3 / 2 ANS | | | | | | | |
| | | | | | 70 | 70 | 60 | 50 | 40 | 40 | 60 | |
| | | | | ALERTE | Alerte = VCN3 / 5 ans | | | | | | | |
| | | | | | 50 | 50 | 40 | 35 | 30 | 30 | 40 | |
| | | | | ALERTE RENFORCEE | Alerte renforcée = VCN3 / 10 ans | | | | | | | |
| | | | | | 40 | 40 | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 | |
| | | | | CRISE | Crise = Valeur VCN3 / 10 ans plus de 10 jours consécutif | | | | | | | |
| | | | | | Nesque – secteur 12 | | | | | | | |
| Nesque – secteur 12 | Saint Martin de castillon « les Bégudes » (calavon) | PNR Luberon | EEVPG – point de référence | VIGILANCE | vigilance = 1,5X DOE | | | | | | | |
| | | | | | 423 | 208 | 145 | 136 | 136 | 220 | 208 | |
| | | | | ALERTE | Alerte = DOE | | | | | | | |
| | | | | | 282 | 139 | 97 | 91 | 91 | 147 | 139 | |
| | | | | | ALERTE RENFORCEE | Alerte renforcée = moyenne DOE/DCR | | | | | | |
| | | | | | | 214 | 113 | 74 | 64 | 64 | 103 | 100 |
| | | | | | CRISE | Crise = DCR | | | | | | |
| | | | | | | 146 | 88 | 52 | 38 | 38 | 59 | 62 |
| | Monieux « pont D 94223 (Nesque) | DDT 84 | Point de suivi complémentaire | VIGILANCE | Vigilance = 1,5QMNA5 | | | | | | | |
| | | | | 45 | | | | | | | | |
| ALERTE | | | | Alerte = QMNA5 | | | | | | | | |
| | | | | 30 | | | | | | | | |
| | | | | ALERTE RENFORCEE | Alerte renforcée = 75% du QMNA5 | | | | | | | |
| | | | | | 22 | | | | | | | |
| | | | | CRISE | Si débit d'alerte renforcée inférieur plus de 10j consécutifs | | | | | | | |

Annexe 7 au plan cadre sécheresse du département de Vaucluse : Réseau des points de suivi ONDE



Commission Exécutive de la Durance

Protocole de gestion de crise

Sommaire

| | | |
|-------|--|----|
| 1 | Objet : | 3 |
| 2 | Critères d'appréciation et d'analyses : | 3 |
| 3 | Observation de la situation et seuils de restriction : | 3 |
| 3.1 | Obligations réglementaires liées à la gestion de la réserve agricole: | 3 |
| 3.2 | Détermination des seuils de vigilance : | 4 |
| 3.3 | Communication interne à la CED : | 7 |
| 4 | Application des restrictions : | 7 |
| 4.1 | Débit CED sur la période de restriction considérée : | 7 |
| 4.2 | Volume CED afférant : | 7 |
| 4.3 | Bases de répartition de la restriction: | 8 |
| 4.4 | Restriction volumétrique : | 8 |
| 5 | Déstockage de la réserve agricole de Serre-Ponçon : | 8 |
| 6 | Règles de partage en crise renforcée : | 9 |
| 6.1 | Répartition des débits disponibles pour la CED, en régime déficitaire : | 9 |
| 6.1.1 | Sans volume supplémentaire dans la réserve de Serre-Ponçon..... | 9 |
| 6.1.2 | Disponibilité d'un volume supplémentaire dans la réserve de Serre-Ponçon | 9 |
| 6.2 | Prise en charge financière du dépassement de la réserve..... | 10 |
| 6.3 | Communication du volume déstocké par chaque canal (<i>cf. Annexe D : Calcul du volume déstocké par chaque canal</i>) : | 10 |
| 6.3.1 | Hors période de restriction : | 10 |
| 6.3.2 | En période de restriction : | 10 |
| 6.3.3 | Validation des volumes prélevés : | 10 |
| 7 | Canal de Marseille : | 11 |
| 8 | Révision du protocole : | 11 |
| | ANNEXES : | 15 |

1 Objet :

L'objet du protocole est de définir des règles d'organisation au sein de la communauté des canaux de la Basse Durance, lors des situations de sécheresse ou de pénurie de la ressource.

Textes réglementaires auxquels il est fait référence :

- Loi de 1907
- Décret de 1908
- Convention Ministère de l'Agriculture/EDF de 1953
- Loi d'aménagement de la Durance de 1955

2 Critères d'appréciation et d'analyses :

Dès que la situation hydrologique du bassin versant de la Durance laisse apparaître un risque de pénurie pour les canaux de la Basse Durance, la CED se réunira afin de décider des restrictions à mettre en place.

3 Observation de la situation et seuils de restriction :

La gestion de la ressource par les canaux de la Basse Durance est étroitement liée à l'état de la réserve agricole du lac de Serre-Ponçon. Cette réserve d'eau, de 200 Mm³, créée pour remédier aux insuffisances du débit naturel de la Durance en période d'irrigation intensive, est régie par la convention du 24 novembre 1953 passée entre le Ministère de l'Agriculture et EDF.

3.1 Obligations réglementaires liées à la gestion de la réserve agricole:

Extraits de la convention du 24 novembre 1953 passée entre le Ministère de l'Agriculture et EDF :

Article 3 : « *Ce volume (200 Mm³) devra être reconstitué avant le 1^{er} juillet de chaque année. Electricité de France disposera au mieux de l'excédent d'eau emmagasiné.* »

Article 6 : « *Du 1^{er} juillet au 30 septembre, la commission pourra prescrire à EDF des déstockages à Serre-Ponçon (...).* »

Article 7 : (...) « *la somme annuelle de ces déstockages ne pourra excéder le volume de la réserve agricole (...). Le total des déstockages effectués avant le 1^{er} septembre de chaque année ne pourra excéder 78 % du volume de ladite réserve agricole.* »

3.2 Détermination des seuils de vigilance :

Dans sa gestion des prélèvements, la CED doit s'assurer au cours de la campagne d'irrigation :

- de la non utilisation de la réserve agricole par les canaux avant le 1^{er} juillet,
- du non dépassement de 78 % du volume de la réserve au 31 août, ce qui correspond à un volume de 156 Mm³,
- du non dépassement de la réserve agricole de 200 Mm³.

EDF, concessionnaire de la Durance, a développé un outil statistique basé sur des chroniques de la situation hydrologique du bassin versant de la Durance et des débits prélevés moyens des canaux de la CED. Cet outil permet de produire tout au long de l'avancement de la campagne d'irrigation, les 3 probabilités suivantes:

P1 : probabilité de déstockage anticipé avant le 1^{er} juillet

P2 : probabilité de dépassement de 78 % de la réserve agricole au 31 août

P3 : probabilité de dépassement des 200 Mm³ de la réserve agricole au 30 septembre

L'observation de la situation et la décision de réunir la CED, se baseront sur ces trois probabilités.

Cinq niveaux de vigilance sont définis en fonction de la probabilité P.

Dans le tableau ci-dessous, P correspond indifféremment à l'une des 3 probabilités P1, P2 ou P3.

| | Situation normale | Vigilance | Alerte | Crise | | Crise renforcée |
|--|--------------------------|-----------------------|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|--------------------------|
| | | | | Niveau 1 | Niveau 2 | |
| Seuil déclenchement | $P < 30\%$ | $P > 30\%$ | $P > 40\%$ | $P > 50\%$ | $P > 60\%$ | Réserve agricole épuisée |
| Restriction | Aucune | 5% | 10% | 20% | 30% | |
| Evolution sous 15 jours | 1°) $P < 30\%$ | 1°) $P < 20\%$ | 1°) $P < 30\%$ | 1°) $P < 40\%$ | 1°) $P < 50\%$ | |
| | 2°) $P > 30\%$ | 2°) $20\% < P < 40\%$ | 2°) $30\% < P < 50\%$ | 2°) $40\% < P < 60\%$ | 2°) $50\% < P < 100\%$ | |
| | | 3°) $40\% < P$ | 3°) $50\% < P$ | 3°) $60\% < P$ | 3°) Epuisement réserve | |
| Décisions | 1°) Aucune restriction | 1°) restriction levée | 1°) retour en vigilance | 1°) retour en alerte | 1°) retour crise niveau 1 | |
| | 2°) Passage en vigilance | 2°) maintien à 5% | 2°) maintien à 10% | 2°) maintien à 20% | 2°) maintien à 30% | |
| | 3°) Passage en alerte | 3°) Passage en alerte | 3°) Passage en crise niveau 1 | 3°) Passage en crise niveau 2 | 3°) Passage en crise renforcée | |
| Voir § 6. Règles de partage en crise renforcée | | | | | | |

Tableau 1 : les niveaux de vigilance

3.3 Communication interne à la CED :

Au sortir de la période d'observation des 15 jours suivant une restriction :

- si la probabilité de dépassement (P) transmise par EDF au bout des 15 jours permet la levée ou la diminution de la restriction → la direction de la CED en informe les canaux sans convoquer les prises,
- si la probabilité de dépassement (P) transmise par EDF au bout des 15 jours implique le maintien de la restriction en cours → la direction de la CED en informe les canaux sans convoquer les prises,
- si la probabilité de dépassement (P) transmise par EDF au bout des 15 jours implique la possible augmentation de la restriction en cours → la direction de la CED convoque la CED.

4 Application des restrictions :

4.1 Débit CED sur la période de restriction considérée :

Dans un premier temps, sera calculé le débit de restriction global à appliquer sur l'ensemble des canaux.

Ce débit sera calculé de la manière suivante :

Le débit CED pour les deux semaines de restriction sera extrapolé en partant du débit prélevé brut connu de la CED le jour j de la restriction, auquel sera appliquée sur les 13 jours suivants, l'évolution du débit prélevé par la CED basée sur les années de référence 2007 et 2012.

C'est à ce débit extrapolé que sera ensuite appliquée la restriction décidée.

Commentaire : Ce principe évite de figer un débit prélevé par l'ensemble des canaux à l'instant t et de lui appliquer la restriction pour les deux semaines à venir, sans tenir compte de l'augmentation, ou de la diminution naturelles des prélèvements au moment considéré de la campagne d'irrigation. Le principe retenu permettra de tenir compte de l'évolution des besoins des canaux sur les deux semaines à venir, en modulant l'augmentation (à la baisse) ou la diminution (à la hausse) de l'ensemble des canaux sur la période considérée. (Cf. Annexe A. Débit CED sur la période de restriction considérée).

4.2 Volume CED afférant :

A ce débit de restriction global pour la CED, correspondra pour la période considérée un volume disponible global que devront alors se répartir les canaux de la CED.

4.3 Bases de répartition de la restriction:

La répartition de ce volume se fera en référence pour chaque canal, au débit de restriction qui lui sera appliqué selon les règles suivantes :

| Niveaux de vigilance | Restriction globale CED | Application de la restriction par canal | Base de calcul de la restriction par canal (cf. Annexe B) | Affectation de la restriction globale CED par type de restriction |
|----------------------|-------------------------|---|---|---|
| Vigilance | 5 % | Sur tous les canaux de manière homogène | Restriction basée sur le débit prélevé | 100 % débit prélevé |
| Alerte | 10 % | De manière différenciée en fonction du rapport du prélèvement de chaque canal à sa dotation | Première tranche de 5 % : Restriction basée sur le débit prélevé | 75 % débit prélevé 25 % débit dotation |
| Crise niveau 1 | 20 % | | Au-delà des premiers 5 %: 50% de la restriction basée sur le débit prélevé / 50% de la restriction basée sur la dotation | 66 % débit prélevé 33 % débit dotation |
| Crise niveau 2 | 30 % | | | 58 % débit prélevé 42 % débit dotation |

Tableau 2 : restrictions et principes de répartition

4.4 Restriction volumétrique :

Une fois le débit de restriction déterminé, ce débit correspondra à un volume disponible par canal. Chaque canal usera alors à sa convenance, sur la période de restriction considérée, du volume disponible qui lui aura été attribué. La seule obligation incombant à chaque canal, sera le maintien de ses prélèvements à l'issue de la période de restriction, dans l'enveloppe de volume qui lui aura été attribué.

5 Déstockage de la réserve agricole de Serre-Ponçon :

Le principe de ce protocole est le suivant :

- L'utilisation mutualisée de la réserve agricole dans la limite des 200 Mm³ alloués aux canaux de la Basse Durance. Chaque canal prélève les volumes dont il a besoin en appliquant les restrictions éventuelles ci-dessus.
- Si la réserve vient à être épuisée, le volume consommé par chaque canal rentrera en compte dans les arbitrages portés par la CED. (cf. 6. Règles de partage en crise renforcée).

En conséquence, la CED communiquera le volume déstocké par canal selon les modalités décrites aux paragraphes 6.3.1 et 6.3.2.

6 Règles de partage en crise renforcée

On entend par crise renforcée, la période d'irrigation où la réserve agricole de 200 Mm³ est épuisée.

Statut du canal au regard de la réserve agricole : (cf. Annexe D : calcul du volume déstocké par chaque canal)

- Canal déficitaire : Canal ayant déstocké un volume supérieur à sa part de volume déstockable à l'issue du déstockage des 200 Mm³ de la réserve agricole.
- Canal bénéficiaire : Canal ayant déstocké un volume inférieur à sa part de volume déstockable à l'issue du déstockage des 200 Mm³ de la réserve agricole.

6.1 Répartition des débits disponibles pour la CED, en régime déficitaire :

6.1.1 Sans volume supplémentaire dans la réserve de Serre-Ponçon

Dès l'instant où la réserve agricole de 200 Mm³ est épuisée, et si aucun accord au niveau régional n'est trouvé pour allouer un volume supplémentaire de la réserve de Serre-Ponçon aux canaux de la Basse Durance, ceux-ci devront se répartir le débit régularisé de la Durance à Cadarache au sens de la CED, tel que défini dans les annexes de la convention de 1953.

La répartition du débit régularisé en Durance tiendra compte des besoins exprimés par les canaux. En cas d'arbitrage nécessaire à la répartition par la CED, la préférence sera accordée aux canaux « bénéficiaires ».

6.1.2 Disponibilité d'un volume supplémentaire dans la réserve de Serre-Ponçon

Dans l'hypothèse où un accord régional entre la commission de gestion des réserves et EDF serait trouvé pour l'allocation d'un volume déstockable supplémentaire au-delà des 200 Mm³ de la réserve agricole de Serre-Ponçon, ce volume V sera réparti entre les canaux de la Basse Durance de la manière suivante :

Pour l'ensemble des canaux déficitaires :

Soit Vd le volume global alloué aux canaux déficitaires au prorata de leur dotation globale. Alors, il sera appliqué une minoration de 30 % de ce volume Vd disponible aux canaux déficitaires.

Pour l'ensemble des canaux bénéficiaires :

Soit Vb le volume global alloué aux canaux bénéficiaires au prorata de leur dotation globale. Alors, ce volume Vb sera majoré de la part de volume non alloué aux canaux déficitaires.

Règles de répartition :

✓ Canaux déficitaires :

L'allocation du volume supplémentaire sera observée par la CED de manière globale. Si aucun accord de répartition n'était trouvé entre les canaux déficitaires, l'allocation sera appliquée à chaque canal au prorata de sa dotation.

✓ Canaux bénéficiaires :

L'allocation du volume supplémentaire sera observée par la CED de manière globale. Si aucun accord de répartition n'était trouvé entre les canaux déficitaires, l'allocation sera appliquée à chaque canal au prorata de sa dotation.

6.2 Prise en charge financière du dépassement de la réserve

Dans le cas, non prévu par les textes réglementaires, où la concertation régionale menée sous l'égide du Préfet de Région conduirait à un accord de supplément de volume délivré par EDF avec contre partie financière, le paiement par les canaux de la contre partie financière qui leur serait attribuée, sera basé sur les volumes déstockés par chacun d'entre eux au regard de leur volume de dotation.

Seront soumis au paiement de la facture EDF, les seuls canaux ayant dépassé à l'issue de la campagne d'irrigation, leur quota de volume déstockable.

Pour les canaux concernés, la répartition du paiement à EDF, se fera au prorata du volume de dépassement. (*cf. Annexe E : Principe de calcul de répartition de la « facture » EDF*)

6.3 Communication du volume déstocké par chaque canal (*cf. Annexe D :*

***Calcul du volume déstocké par chaque canal*) :**

6.3.1 Hors période de restriction :

Ce volume sera calculé par la CED en collaboration avec EDF, au fur et à mesure de l'avancement de la campagne d'irrigation.

L'information sur les volumes déstockés par chaque canal ne sera pas diffusée. Les canaux qui souhaiteraient avoir l'information concernant leur prélèvement pourront en faire la demande à la CED qui la leur transmettra.

6.3.2 En période de restriction :

Dès la mise en place de la première restriction, et tant que durera la période de restrictions, chaque canal sera tenu informé toutes les semaines de sa part de volume déstocké dans la réserve de Serre-Ponçon, et du rapport entre ce volume déstocké et son volume déstockable.

6.3.3 Validation des volumes prélevés :

Le calcul des volumes déstockés, s'appuiera sur les volumes prélevés canal par canal. Ces volumes seront validés préalablement par la CED, en concertation avec chaque canal.

La CED transmettra mensuellement les volumes validés aux services assurant la police de l'eau des DDT(M) des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse.

7 Canal de Marseille :

La spécificité du canal de Marseille, dont l'usage est quasi exclusivement dévolu à l'alimentation en eau potable, ne connaît pas la même variabilité de débit liée aux conditions climatiques. Le débit prélevé est ajusté en continu à la demande des collectivités aval. Les améliorations apportées à son fonctionnement pour la préservation de la ressource s'inscrivent dans la durée, sans être liées à une période de tension. Pour prendre en compte ces spécificités, les restrictions de prélèvements seront calculées sur le débit hebdomadaire moyen de la période 2007 - 2010 et ce dans la limite des obligations qui lui sont faites d'assurer la continuité du service public conformément à la loi de 1907. Le gestionnaire agira dès le début des restrictions pour réduire ses rejets fonctionnels au maximum de ses possibilités.

8 Révision du protocole :

Dans l'hypothèse où l'évolution de la réglementation, ou de son interprétation, viendrait substantiellement modifier la disponibilité de la ressource pour les canaux de Basse Durance, les clauses du protocole de gestion de crise pourront être révisées, afin d'en préserver l'applicabilité ainsi que l'équité entre canaux.

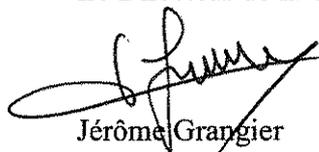
Pour cela, la CED devra être convoquée soit à l'initiative du Directeur de la CED, soit à la demande d'un tiers au moins de ses membres, soit sur l'initiative du Préfet de l'un des départements intéressés ou du Préfet de Région.

Fait à Avignon, le 2 décembre 2013

Pour la Commission Exécutive Durance

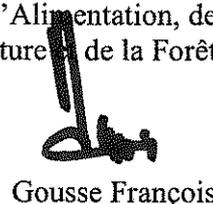
Le Directeur et les membres nommés par le Ministre de l'Agriculture

Le Directeur de la CED



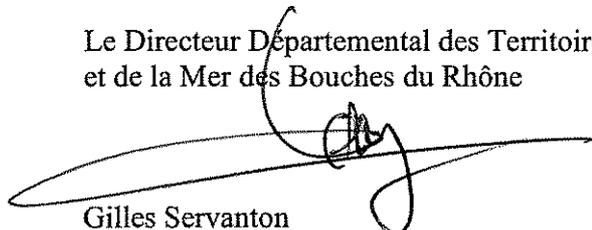
Jérôme Grangier

Le Directeur adjoint de la CED,
Directeur Régional de l'Alimentation, de
l'Agriculture et de la Forêt



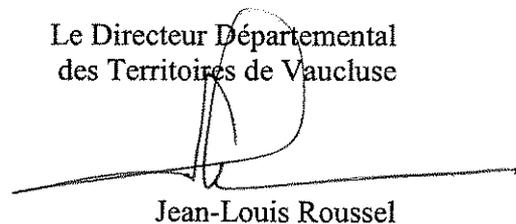
Gousse François

Le Directeur Départemental des Territoires
et de la Mer des Bouches du Rhône



Gilles Servanton

Le Directeur Départemental
des Territoires de Vaucluse



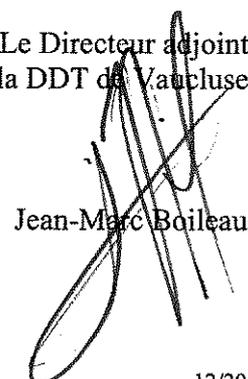
Jean-Louis Roussel

La Directrice adjointe
de la DDTM des Bouches du Rhône



Anne-Cécile Cotillon

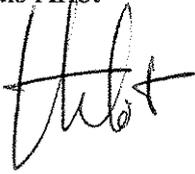
Le Directeur adjoint
de la DDT de Vaucluse



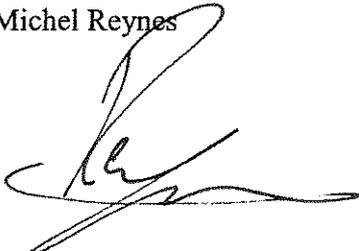
Jean-Marc Boileau

**Les membres de la CED représentants
des canaux des Bouches-du-Rhône**

Louis Arlot



Jean-Michel Reynes



Philippe Robert



Maurice Tricon



**Les membres de la CED représentants
des canaux de Vaucluse**

Jean-Claude Delaye



Robert Favier



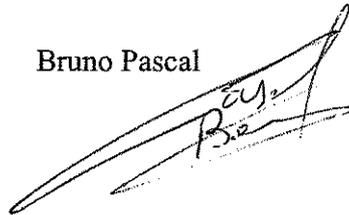
Alain Guillaume



Albert Jury



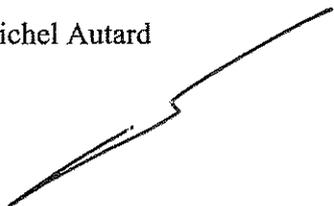
Bruno Pascal



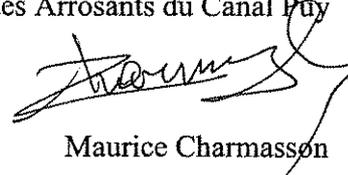
Pour les prises en Basse Durance

Le Président de l'Oeuvre Générale
du Canal des quatre communes

Michel Autard



Le Président de l'ASL
des Arrosants du Canal Puy



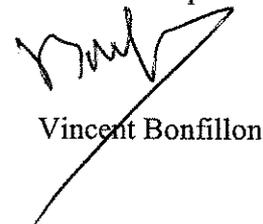
Maurice Charmasson

Le Président de l'ASA
du Béal du Moulin de Sénas

David Beaud



Le Président de l'Oeuvre
Générale de Craponne



Vincent Bonfillon

Le Président de l'ASA
de la Durance à Châteaurenard

Yvon Florent



Le Président du Syndicat Intercommunal
des Alpines Septentrionales

Maurice Pernix



ANNEXES

A. Débit CED sur la période de restriction considérée :

Exemple :

Jour décidé pour la restriction : le 16 juin

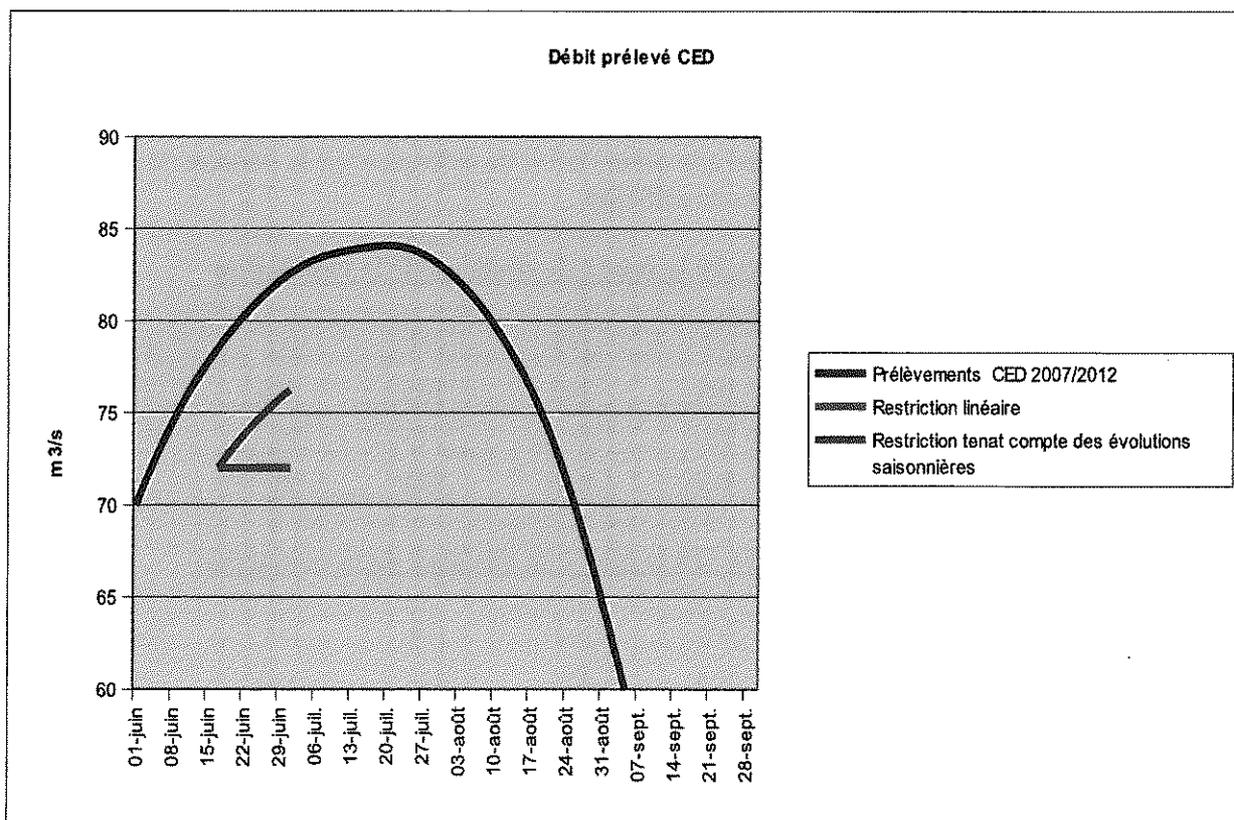
Débit brut prélevé par la CED : $80 \text{ m}^3/\text{s}$

Restriction appliquée : 10 %

Dans ce cas de figure, le débit restreint CED le 16 juin, tombe à $72 \text{ m}^3/\text{s}$.

Le trait rouge représente une restriction appliquée de façon constante, et l'on peut alors constater que l'écart grandit entre le débit restreint et le débit CED 2007/2012. On aurait alors en fin de période de restriction, une diminution imposée aux canaux largement supérieure aux 10 % du débit tel qu'il aurait été si aucune restriction n'avait été appliquée durant cette période.

Aussi, pour tenir compte à cette période de l'année de la montée en puissance des prélèvements des canaux, une fois le débit restreint de départ arrêté (ici $72 \text{ m}^3/\text{s}$), ce débit suivra l'évolution des prélèvements CED sur les années 2007 et 2012. Le dernier jour de la restriction, le débit CED ne sera pas alors de $72 \text{ m}^3/\text{s}$ mais de $76,2 \text{ m}^3/\text{s}$.



Evolution du débit CED durant la période de restriction

B. Restriction basée sur le débit prélevé :

La restriction basée sur le débit prélevé repose sur les trois principes suivant :

- La prise en compte pour chaque canal du débit prélevé le jour de la restriction, qui servira de base d'extrapolation du débit pour la période de restriction considérée,
- Un débit de référence pour chaque canal, dont l'évolution sur la période de restriction considérée, s'appliquera au débit prélevé au début de la restriction,
- L'obtention d'un débit extrapolé à partir du calcul ci-dessus, auquel s'appliquera la restriction basée sur le débit réservé

Débit prélevé :

Valeur du débit prélevé par le canal, constaté par la CED au moment de la décision de restriction

Débit de référence le jour j:

$Q_{\text{réf}_j}$ = moyenne des débits prélevés par le canal le jour j sur les années de référence.
Années de référence : 2007 et 2012.

Débit extrapolé :

Valeur du débit extrapolé le premier jour de restriction = débit prélevé

Valeur du débit extrapolé les autres jours de la restriction = débit prélevé x évolution du débit de référence

Comprendre la restriction basée sur le débit prélevé :

Restriction de 5 % pour le canal C.

Dans les deux cas présentés, le canal a le même débit de référence sur la période de restriction considérée. L'exemple est traité sur une semaine.

1^{er} cas de figure : Le canal prélève 90 le jour j de décision de la restriction

| jour | j | j+1 | j+2 | j+3 | j+4 | j+5 | j+6 |
|-------------|------|------|------|------|------|-----|-----|
| Q réf | 100 | 100 | 105 | 105 | 105 | 110 | 110 |
| Q extrapolé | 90 | 90 | 94,5 | 94,5 | 94,5 | 99 | 99 |
| Q restreint | 85,5 | 85,5 | 89,8 | 89,8 | 89,8 | 94 | 94 |

2nd cas de figure : Le canal prélève 110 le jour j de décision de la restriction

| jour | j | j+1 | j+2 | j+3 | j+4 | j+5 | j+6 |
|-------------|-------|-------|-------|-------|-------|-----|-----|
| Q réf | 100 | 100 | 105 | 105 | 105 | 110 | 110 |
| Q extrapolé | 110 | 110 | 115,5 | 115,5 | 115,5 | 121 | 121 |
| Q restreint | 104,5 | 104,5 | 109,7 | 109,7 | 109,7 | 115 | 115 |

Ce qui apparaît en rouge correspond à un débit «extrapolé» calculé à partir du débit prélevé le jour j de la restriction et qui suit l'évolution du débit de référence du canal C.

C. Restriction basée sur le débit de dotation :

La part de restriction CED basée sur le débit de dotation des canaux, s'effectuera de la manière suivante :

Une fois calculée pour chaque canal sa restriction basée sur le débit prélevé, chaque canal aura un ratio débit restreint/débit de dotation. Alors, la part de restriction CED basée sur la dotation sera affectée de manière décroissante, en partant du canal ayant le plus fort ratio, de manière à homogénéiser ces ratios.

Comprendre la répartition entre la part « débit prélevé » et la part « débit de dotation »

3ème cas de figure :

| | |
|---|----------------------|
| Débit prélevé par la CED le jour de restriction considéré : | 80 m ³ /s |
| Restriction décidée : | 20 % |
| Débit restreint CED à atteindre : | 64 m ³ /s |

La répartition est calculée sur une seule journée de restriction.

Afin de faciliter la présentation de la méthodologie employée, l'exemple sera traité sur trois canaux représentant l'ensemble des débits CED prélevés.

✓ 1^{ère} étape : Restriction de la part basée sur le débit prélevé :

Elle est appliquée de manière homogène pour chaque canal, et correspond à 12,5 % des 20 % de la restriction globale, soit 10 m³/s au total des trois canaux.

| | Canal 1 | Canal 2 | Canal 3 |
|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|
| Dotation du canal | 50 m ³ /s | 25 m ³ /s | 27,8 m ³ /s |
| Débit extrapolé | 35 m ³ /s | 20 m ³ /s | 25 m ³ /s |
| Rapport à la dotation | 70 % | 80% | 90% |
| Restriction | 4,4 m ³ /s | 2,5 m ³ /s | 3,1 m ³ /s |

✓ 2^{nde} étape : Restriction des 7,5 % basée sur la dotation :

A l'issue de la restriction appliquée de manière homogène sur le débit prélevé de chaque canal, il est effectué un calcul intermédiaire du débit restreint des canaux et du ratio débit restreint/ débit de dotation :

| | Canal 1 | Canal 2 | Canal 3 |
|--------------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| Débit restreint intermédiaire | 30,6 m ³ /s | 17,5 m ³ /s | 21,9 m ³ /s |
| Ratio débit restreint/débit dotation | 61 % | 70 % | 79 % |

Il reste 6 m³/s de restriction CED à ventiler sur les trois canaux.

Le canal 3 qui a le rapport à la dotation le plus élevé, se verra appliquer en priorité la restriction. Ainsi de suite, jusqu'à distribuer la totalité des 6 m³/s.

| | Canal 1 | Canal 2 | Canal 3 |
|---|---------------------|-----------------------|-----------------------|
| Restriction de 7,5 % basés sur le débit de dotation | 0 m ³ /s | 1,8 m ³ /s | 4,2 m ³ /s |
| Rapport à la dotation final | 61 % | 63 % | 63 % |

Le canal 1 n'a pas eu à contribuer à la dernière étape de restriction, son rapport à la dotation étant suffisamment bas. Les deux autres canaux y ont contribué de manière à avoir au final le même rapport à la dotation (63%).

| | Canal 1 | Canal 2 | Canal 3 |
|---|------------------------|------------------------|------------------------|
| Restriction finale appliquée (étapes 1+2) | 4,4 m ³ /s | 4,3 m ³ /s | 7,3 m ³ /s |
| Débit restreint | 30,6 m ³ /s | 15,7 m ³ /s | 20,5 m ³ /s |

Une fois ce débit restreint validé, chaque canal disposera à sa guise du volume correspondant, en fonction de ses contraintes de fonctionnement. En fin de première semaine de restriction, un point sera fait entre chaque canal et la direction de la CED afin d'évaluer le risque pour le canal en question de dépasser le volume qui lui a été alloué.

D. Calcul du volume déstocké par chaque canal :

Notations utilisées pour le calcul :

| | |
|-----------------------|---|
| $QNR_{jcadCED}$ | = Débit naturel reconstitué de la Durance au sens de la CED le jour j |
| QNR_{ji} | = Part du débit naturel en Durance disponible pour le canal le jour j |
| $Q_{ji\text{ pré}}$ | = Débit prélevé par le canal le jour j |
| Q_{dji} | = Part du débit déstocké par le canal |
| V_{dji} | = Part du volume déstocké par le canal le jour j |
| V_{di} | = Part du volume déstocké par le canal sur les 200 Mm ³ : |
| Dot | = Dotation du canal |
| 114 m ³ /s | = Dotation totale CED |

Période prise en compte pour le calcul du volume déstocké : Du 1^{er} juillet au 30 septembre

Régime de déstockage pour un jour j donné :

- ✓ Cas n°1 : Pas de déstockage CED de la réserve agricole → aucun volume de déstockage affecté aux canaux
- ✓ Cas n°2 : Déstockage d'un volume CED de la réserve agricole, V_{dj} → affectation de ce volume canal par canal

Dans le cas n°2 : Calcul de l'affectation par canal du volume CED déstocké le jour j

Pour un canal donné, le débit déstocké est la différence entre le débit prélevé par le canal et sa part de débit naturel disponible à Cadarache.

Débit déstocké le jour j par le canal :

$$Q_{dji} = Q_{ji\text{ pré}} - QNR_{ji} \text{ avec } QNR_{ji} = QNR_{jcadCED} * \text{Dot} / 114$$

Volume V_{di} déstocké par le canal au cours de la campagne d'irrigation :

C'est la somme des volumes déstockés par le canal chaque jour où il y a eu un déstockage de la réserve agricole constaté.

$$V_{di} = \sum V_{dji}$$

E. Principe de calcul de répartition « facture » EDF :

Notations utilisées pour le calcul:

| | |
|-----------------------|--|
| V_{idot} | = Volume de dotation du canal |
| V_{di} | = Part du volume déstocké par le canal sur les 200 Mm ³ |
| V_d | = Volume déstocké par la CED |
| $V_{idép}$ | = Volume de dépassement du canal |
| $V_{dép}$ | = Volume de dépassement total CED |
| Fi | = Part de la facture due par le canal |
| F | = Facture EDF |
| Dot | = Dotation du canal |
| 114 m ³ /s | = Dotation totale CED |

Pour un canal donné en fin de campagne, il y a deux possibilités :

- ✓ Soit le volume total déstocké par le canal au cours de la campagne est inférieur à son volume de dotation ($V_{di} < V_{idot}$) → le canal ne paie rien
- ✓ Soit le volume total déstocké par le canal au cours de la campagne est supérieur à son volume de dotation ($V_{di} > V_{idot}$) → le canal est redevable à EDF

Avec : $V_{idot} = 200 \text{ Mm}^3 * Dot / 114$

Pour l'ensemble des canaux redevables :

La facture EDF se basera sur le volume supplémentaire $V_{dép}$ déstocké à Serre-Ponçon.

Chaque canal redevable aura dépassé d'un volume $V_{idép}$ sa part de volume alloué dans la réserve.

La ventilation de la facture EDF par canal redevable sera proportionnelle au volume de dépassement de chaque canal.

Part de la facture dû par le canal :

$$Fi = F * V_{idép} / V_{dép}$$

Avec $= V_d - 200 \text{ Mm}^3$ et $V_{idép} = V_{id} - V_{idot}$